

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
Ouvriers des Manufactures Nationales

SOUS LA RÉVOLUTION (1789-99)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 juin 1917, à 3 heures

PAR

Paul REYNOARD

LICENCIÉ ÈS LETTRES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DESCHAMPS, professeur.
Suffragants : { MM. JAY, professeur.
CAPITANT, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1917

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
Ouvriers des Manufactures Nationales

SOUS LA RÉVOLUTION (1789-99)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 11 juin 1917, à 3 heures

PAR

Paul REYNOARD

LICENCIÉ ÈS LETTRES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, professeur.
CAPITANT, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1917



LES

OUVRIERS DES MANUFACTURES NATIONALES

SOUS LA RÉVOLUTION (1789-99)

CHAPITRE PREMIER

1789-1792

Situation des ouvriers des manufactures royales à la veille de la Révolution. — Leurs désirs de réforme. — Premières réclamations en mai 1789. — La question du salaire à la tâche. — Projet de règlement de travail présenté par les ouvriers des Gobelins. — Sa hardiesse. — D'Angiviller, directeur général des manufactures, résiste puis cède. — A Beauvais. — Réclamation des ouvriers. — La question des ouvriers étrangers. — Conflit avec l'entrepreneur Menou. — Intervention de la municipalité. — Arrangement.

Les ouvriers de l'ancienne Monarchie, éparpillés dans les maisons de petits patrons ou groupés juste à quelques-uns dans les ateliers d'un tâcheron ou d'un entrepreneur, ne semblaient guère en bonne posture pour se concerter, voir naître en eux des aspirations communes, un état d'esprit unanime, et ensuite instituer entre eux

des discussions et des ententes touchant leurs intérêts professionnels.

Certes, un grand nombre étaient étroitement unis dans leurs *corporations et maîtrises*, mais ils étaient assujettis plutôt qu'unis, encadrés de gré ou de force dans un corporalisme rigide et bien des fois pesant. Seuls les compagnonnages établissaient entre eux une solidarité vraiment active, mais cette solidarité était de courte vue et petite portée.

Ainsi apparaissent-ils à la veille de 1789, éparpillés et encadrés, rapprochés et point solidaires.

Quelle va être leur attitude sous la Révolution? Auront-ils une politique et une tactique? Et puis, quel sera leur sort? A cet égard, l'histoire des ouvriers des manufactures nationales est intéressante et significative.

Les uns relevaient directement du Roi, les autres travaillaient pour le compte d'entrepreneurs ou concessionnaires. Les uns étaient à Paris, les autres en province ou presque, à Sèvres ou à Beauvais. Ils étaient groupés plus nombreux, ils se sentaient les coudes plus serrés que la majorité des autres corps de métiers. Enfin, c'étaient des *artisans* plus instruits, plus affinés que le commun des gens de petit métier, beaucoup se disaient artistes. Ils se trouvaient mieux placés que bien d'autres pour vouloir et pouvoir profiter de l'heure.

Les ouvriers des manufactures royales n'avaient pas attendu la poussée de 1789 pour désirer des réformes et des avantages professionnels. La plupart vivaient logés

dans la manufacture, avec femme et enfants, et ils se succédaient, de père en fils, dans le même logis restauré et aménagé par eux comme ils se succédaient devant le métier à tapisser ou le tour du potier. Toute la famille, souvent, travaillait dans la manufacture : le fils était apprenti, la fille ou la femme brunisseuse, et du maître au compagnon, chacun faisait sa tâche jusqu'à ce que la main lui tremblât ou que sa vue fût moins bonne, fier d'appartenir au Roi et de faire œuvre d'art.

Pourtant, depuis plusieurs années, ils souhaitaient de voir s'améliorer leur sort et s'étaient adressés, touchant ce sujet, à leur grand chef, au comte d'Angiviller, directeur général des bâtiments, jardins et manufactures du Roi. En 1788, d'Angiviller, ému de la cherté des vivres, leur avait accordé un secours hebdomadaire de 20 sols par tête, plus 10 sols par enfant incapable de travailler. Les ouvriers furent déçus. Ils avaient désiré et espéré non point recevoir un secours, presque une aumône, mais pouvoir discuter la question des salaires et réformer quelque peu l'organisation de la manufacture. Ils avaient fait connaître ce désir et cet espoir à d'Angiviller. Celui-ci avait fait de belles promesses puis les avait oubliées. Les événements allaient le forcer à les tenir.

Au début de l'agitation de 1789, les ouvriers des Gobelins et de la Savonnerie ne se montrèrent pas d'une audace ni d'une turbulence particulière, même au temps des émeutes ouvrières du faubourg Saint-Antoine auxquelles ils ne semblent pas d'ailleurs avoir pris part. Si

l'on eut la précaution d'installer un corps de garde à l'intérieur de la manufacture des Gobelins, ce fut moins pour contenir les ouvriers que pour préserver la maison « de l'insulte et de l'incendie » pendant les troubles de juillet.

Ce calme et cette sagesse ne signifiaient pas que les ouvriers oublièrent leurs projets de réforme et les promesses de leur grand maître d'Angiviller. Celui-ci eut beau leur continuer le secours octroyé l'année précédente, ils ne furent pas plus satisfaits que devant.

En septembre 1789, ils firent parvenir au comte d'Angiviller un mémoire contenant leurs revendications. Il ne leur fut point répondu. Deux tentatives nouvelles de leur part n'eurent pas plus de réponse ni de succès. D'Angiviller se contenta de leur continuer régulièrement le secours de 20 sols par semaine.

Sans oser bouger encore, les ouvriers se réunissent et délibèrent. Les conversations et les discussions s'animent dans les ateliers. Une fermentation gagne la manufacture. Les entrepreneurs, qui font en même temps métier de contremaitres, signalent le fait à d'Angiviller. C'est pour celui-ci une cause de soucis.

Fin mai, las des lenteurs de leur grand chef, les ouvriers firent une « espèce d'insurrection » et envoyèrent au comte une adresse qui avait des allures d'ultimatum. D'Angiviller leur fit réponse « *proprio pugno* ». Il avait, disait-il, connu leur attitude avec peine et surprise. Il consentait cependant à discuter avec eux : si certaines

de leurs demandes étaient exagérées, d'autres, à la vérité, étaient fort justes. Seulement il ne fallait pas songer à élever le taux des salaires en un temps où il était, au contraire, de toute nécessité de réduire les dépenses de la manufacture. L'augmentation du taux des salaires n'était possible qu'à la condition expresse de diminuer le nombre des ouvriers ; or, ceux-ci, il le leur rappelait, ne trouveraient que difficilement à travailler ailleurs.

A cet avertissement, d'Angiviller en ajoutait un autre qui sentait la menace : l'établissement ne subsistait que par l'effet de la bonté du Roi, ce qui signifiait que la manufacture vivait sur la cassette et aussi sur la patience du Roi.

Pour terminer, le directeur général recommandait aux ouvriers d'être sages et confiants dans leurs chefs (1).

Les ouvriers répondirent qu'ils avaient toute confiance dans leur directeur général, implorèrent sa bonté et l'assurèrent de leur respect et de leur reconnaissance. Après quoi, ils remirent à Guillaumot, directeur des Gobelins, le projet de règlement que 18 délégués, élus par eux, venaient de dresser après entente avec leurs inspecteurs et entrepreneurs (2).

Avant tout, les ouvriers des Gobelins et de la Savon-

(1) « Lettre écrite par le comte d'Angiviller *proprio pugno* pour être lue aux ouvriers », 29 mai 1790. *Archiv., nat.*, O² 2052 B.

(2) Il y avait deux sortes d'entrepreneurs : les uns, celui de Beauvais, de la Savonnerie, étaient de véritables entrepreneurs, chefs et directeurs de leur manufacture. Les autres, ceux des Gobelins, tenaient du contremaître ou plutôt du chef d'atelier et de l'entrepre-

nerie, en ce projet de règlement, réclamaient la suppression du *bâtonnage*, c'est-à-dire du travail à la tâche, et l'établissement du salaire à la journée, seul moyen, assuraient-ils, d'améliorer leur condition.

Les tapissiers, jusqu'ici, étaient payés par aunes d'ouvrage. Les prix variaient selon le genre de travail, selon même la difficulté du morceau. Ils étaient différents pour les figures, « mains, pieds, fleurs, fonds de tableaux », etc... Ainsi se flattait-on de payer chacun à la mesure de son habileté et surtout de son activité. Les ouvriers avaient pu voir combien ce principe, d'apparence si séduisante et si équitable, était trompeur.

Pour les tapissiers comme pour les autres, les mots « vite » et « bien » ne vont point souvent ensemble, ceux qui travaillaient bien se trouvaient sacrifiés au profit de ceux qui faisaient vite. Autre sujet d'erreur et de plainte : comment estimer équitablement la difficulté d'exécution des « morceaux », les mesurer exactement. Cela se révélait difficile, compliqué, arbitraire, injuste.

Ajoutons que peu à peu il en était sorti d'autres abus. L'entrepreneur augmentait la longueur et la largeur des tapis sous prétexte que ceux-ci se rétrécissaient dès qu'ils n'étaient plus tendus sur le métier, d'où pour l'ouvrier un travail supplémentaire et gratuit. Ce n'est pas tout. Il fallait monter et démonter les tapis, les battre et chaque semaine les rouler : autant d'heures perdues.

neur. Ils prenaient à l'entreprise le travail d'un atelier, une sorte d'entreprise à tâcheron ; mais la direction et l'administration de la manufacture leur échappaient.

Si encore il y avait eu échange de bons procédés. Les ouvriers, par exemple, eussent trouvé juste que l'entrepreneur, à tout le moins, leur abandonnât à titre de salaires, « pour tout le travail qu'ils faisaient pour rien », les menues avances par lui consenties. L'entrepreneur eût pu le faire « et sans y perdre », « vu le gain qu'il faisait sureux ». Telles étaient leurs réflexions.

Le salaire à la journée, tout au contraire, les empêcherait, pensaient-ils, d'être ainsi exploités. Et la manufacture n'y perdrait rien. Par appât du gain, en effet, ou plutôt par nécessité de vivre, les travailleurs visaient à la quantité, négligeant la qualité et la solidité. Pour aller vite, ils doubtaient les fils, fabriquaient un tissu plus grossier, plus lâche. Les entrepreneurs le savaient. Ils fermaient les yeux par personnel intérêt : l'ouvrage fourni par eux était payé à l'aune carrée et leurs gains augmentaient avec la quantité de l'ouvrage. L'honneur seul les eût excités à veiller et à exiger une bonne fabrication. Si l'on croit les chiffres, ils mettaient l'honneur après le profit. Cela fort délibérément. Ce n'est point à leur corps défendant qu'ils acceptaient cette production hâtive et négligée avec les conséquences fâcheuses qui en résultaient pour la manufacture et les profits supplémentaires qui en dérivait pour eux. On les voit maintes fois combattre les propositions des ouvriers tendant à l'adoption du travail à la journée, se cramponner à l'ancien mode de salaire dont ils avaient si bien senti les inconvénients que l'un d'entre eux, Duvivier père, avait coutume de faire exé-

cuter « à la journée » tous les ouvrages particulièrement difficiles et délicats qu'il était chargé d'entreprendre.

Les entrepreneurs savaient donc où étaient le mal et le remède. Ils n'en affirmaient pas moins que si les ouvriers mettaient les laines en 4 et 5 brins et les fils en trois, c'était seulement depuis qu'il y avait projet de réformes et d'améliorations dans les manufactures du Roi. Il n'y avait là qu'une négligence de fraîche date, occasionnelle, une manœuvre pour hâter le succès de leurs revendications, un moyen de pression, une manière de sabotage avant la lettre.

En fait, cette pratique était fort ancienne, elle était sortie nécessairement du mode de travail et de salaire imposé aux ouvriers (1), mode de travail et de salaire que les entrepreneurs se refusaient encore à transformer et dont, si l'on en croit les chiffres, ils n'avaient pas été les derniers à profiter ; avant d'être le fait des ouvriers-tapissiers, malfaçons et sabotage avaient été l'œuvre et le profit des entrepreneurs.

Pour que la réforme du mode de salaire, présentée et réclamée par les tapissiers, ne fût pas illusoire et sans portée, les ouvriers, dans leur projet de réforme, fixaient eux-mêmes le prix de la journée de travail. Ce prix variait entre 15 et 24 livres, selon la classe de l'ouvrier.

(1) « Si on exigeait une bonne fabrication, les ouvriers ne pourraient absolument point vivre. » Mémoire de Guillaumot, intendant général des bâtiments du Roi, à d'Angiviller, 14 avril 1790. *Arch. nat.*, O¹ 2057 A.

Le mieux, en effet, à leur avis, était de diviser les ouvriers en plusieurs classes avec salaires correspondants, ainsi qu'il se voit dans nos administrations et grandes compagnies modernes, avec cette différence — c'était le plus nouveau et le plus hardi de la chose — que les ouvriers faisaient eux-mêmes ou presque leur classement, puisqu'ils devaient choisir les délégués chargés de classer les ouvriers de concert avec les entrepreneurs.

Ce projet de règlement ne donna pas, comme il est naturel, satisfaction à tout le monde. Non seulement les entrepreneurs le repoussèrent, mais il fut encore discuté par les ouvriers, en particulier par ceux de la Savonnerie. Ceux-ci, qui l'avaient trouvé séduisant à première vue, firent réflexion. Il leur parut que la question à résoudre n'avait été résolue qu'à demi. Qui est-ce qui garantissait l'impartialité de la commission de classement composée en partie d'entrepreneurs ? Sur quoi s'appuierait-elle pour apprécier le mérite, l'habileté professionnelle et distribuer les ouvriers en classes ? Sur la qualité du travail ? Alors ceux qui produisaient vite et beaucoup, les grands abatteurs de besogne, crieraient à l'injustice. Et si l'on s'attachait à la quantité, les praticiens habiles et consciencieux mais lents se pourraient croire lésés.

En outre, ce serait encourager à une production hâtive, négligée, donner une prime à la médiocrité : on retomberait dans le mal qu'il s'agissait de guérir.

Pour sortir de la difficulté, le mieux, à leur avis, était d'établir l'égalité complète des salaires. Tous les ouvriers

seraient payés de même : 20 livres chaque semaine, ou de préférence 84 livres par mois, car « ils préféreraient être payés au mois ». Et un système de gratifications permettrait de faire leur part au mérite et à l'équité. Ce serait précisément le rôle des délégués d'attribuer, chaque année, sous le contrôle du directeur, ces gratifications qui d'ailleurs seraient légères.

Cette proposition était originale. Elle annonce, elle amorce certaines doctrines égalitaristes que Pecqueur, L. Blanc et autres devaient illustrer un demi-siècle plus tard.

On rejeta ces prétentions. Les ouvriers se résignèrent à accepter le système de classe d'abord proposé, demandant toutefois que le salaire de 15 à 24 livres par semaine fût un salaire fixe indépendant des jours de chômage, jours de fête ou de maladie. En retour, ils renonçaient aux gratifications en nature et argent, « à tous les avantages dont ils jouissaient présentement ». Cependant, ajoutaient-ils, ils souhaitaient se voir accorder, chaque mois, « un jour de liberté supplémentaire pour traiter nombre d'affaires qui ne peuvent se faire les jours de fête et les dimanches », et ils voulaient bien veiller, de

Toussaint à la Chandeleur, pourvu que par ménagement pour leurs yeux « on remplaçât les chandelles par des bougies » (1).

Guillaumot, intendant général des bâtiments du Roi,

(1) Lettre des ouvriers à Guillaumot, 20 juin 1790. Arch. nat., O¹ 2657 A.

fit part de ces revendications à d'Angiviller sans cacher qu'il tenait les ouvriers pour « gens paisibles » et estimait leur règlement « fort sage » (1). Mais tout le monde ne fut pas de cet avis.

Un rapporteur anonyme traita tout net l'attitude et les prétentions des ouvriers de « révolte ouverte ». « Comment se prêter à l'idée que des ouvriers qui, en quelque lieu que ce soit, sont licenciés *ad nutum*, se feront de leur admission dans une manufacture, d'autant plus royale qu'elle est directement stipendiée par le Roi, un titre pour se subordonner à des comités permanents, à des comités particuliers (2). »

La prétention des ouvriers d'être classés et contrôlés par des comités élus, de se dérober ainsi à l'autorité absolue des agents royaux lui paraissait une chose exorbitante et inouïe, grossie de menaces pour l'avenir.

D'Angiviller jugeait de même. Il n'osa pourtant refuser. Les menées hardies, parfois menaçantes des ouvriers, lui donnaient depuis longtemps du souci. A Sèvres, le caissier Barreau qui ne peut parvenir à faire rentrer les grosses sommes encore dues à la manufacture (3) n'a pas payé les ouvriers depuis 2 mois. Il cherche à les faire attendre « pour couler le temps ». Ce caissier « est à

(1) Lettre de Guillaumot à d'Angiviller, 8 juin 1790.

(2) Rapport anonyme, 1790. *Arch. nat.*, O¹ 2052 B.

(3) M. le duc de Liaucourt, M. le duc de Guiche, M. le duc de Brancas, M. le comte de Béarn, M. le comte de Narbonne, Mgr l'Evêque de Pamiers... doivent et ne payent pas, quelques sollicitations que je fasse. Lettre de Barreau, 13 septembre 1789. *Archives de la manufacture nationale de Sèvres*, H⁴.

la manufacture sec et froid comme ailleurs, mais il fait ce qu'il peut » (1). Impatients et irrités, les ouvriers ayant « éventé que Barreau avait de l'argent » se sont saisis du caissier, l'ont traîné sous la lanterne de la grande porte et, lui mettant la corde au cou, ils ont fait mine de le pendre. Bien que la tragédie, cette fois, se fût tournée en farce, d'Angiviller, dès lors, était demeuré inquiet. « L'espèce d'insurrection que firent quelques mois après les mêmes ouvriers de Sèvres, à la suite d'un nouveau retard dans le paiement des salaires, ne fit qu'aviver cette inquiétude. La royauté, il le comprenait, ne serait que prudente en ménageant les ouvriers, puisque, à défaut de popularité, elle ne se sentait pas assez de force pour contenir, au besoin, le peuple des faubourgs. N'osant repousser les demandes des ouvriers, il évita de répondre (2). » Patients ou timorés, les ouvriers de Paris attendirent. Fin octobre, ils élurent six délégués qui se rendirent auprès de d'Angiviller, le priant de leur donner satisfaction. Ils lui rappelèrent qu'il leur avait déjà demandé d'attendre que le Roi eût nommé un trésorier, en leur promettant de faire « auprès du Roi tout ce que

(1) Lettre de Montucla, 8 septembre 1789. *Archives de la manufacture nationale de Sèvres*, H⁵.

(2) A Sèvres comme aux Gobelins, il essaya toutefois d'intimider les ouvriers en faisant « insinuer à ces insubordonnés que leur conduite pourrait amener le Roi à se dégoûter d'une manufacture pour laquelle on fait tant de sacrifices, à la supprimer totalement, à l'aliéner ou l'affermir ». Lettre de Montucla, 4 avril 1790. *Archives de la manufacture nationale de Sèvres*, H⁵.

pourrait faire un père pour ses enfants » (1). Ils ne dissimulèrent pas qu'ils étaient mécontents de tous ces retards et qu'il y avait chez eux une « indisposition générale des esprits ». C'était presque une menace, ou tout au moins, de la part d'ouvriers du Roi surtout, un avertissement bien audacieux.

D'Angiviller céda. Le nouveau règlement entra en vigueur aux Gobelins le 10 janvier 1791. Le « bâtonnage » était supprimé, les ouvriers payés à la journée suivant « le tableau classique » qu'ils avaient eux-mêmes dressé (2).

A la belle saison, entre mai et août, la journée était de dix heures. Le reste de l'année, les ouvriers entraient à l'atelier au commencement du jour et en sortaient « aux premières ombres » : toute veillée était supprimée.

La journée étant courte, les ouvriers avaient voulu au moins que leur présence au travail fût ponctuelle et effec-

(1) Pétition des ouvriers à d'Angiviller, 31 octobre 1790. *Arch. nat.*, O¹ 2052 B.

(2) Voici ce « tableau classique » :

1 ^{er} ouvrier	32 livres par semaine.
1 ^{re} classe	24 — —
2 ^e —	21 — —
3 ^e —	18 — —
4 ^e —	15 — —
5 ^e —	12 — —

Apprentis :

1 ^{re} et 2 ^e années	2 livres par semaine.
3 ^e —	3 — —
4 ^e —	4 — —
5 ^e —	5 — —
6 ^e —	6 — —

tive. Le contrôle était assuré par un moniteur dont le rôle était, chaque semaine, tenu par un ouvrier selon un ordre fixé par tirage au sort. Nul ne pouvait être dispensé de ce service, nul ne le devait garder deux semaines de suite.

L'exactitude n'était pas la seule qualité recommandée aux ouvriers. Les apprentis étaient menacés de renvoi s'ils s'écartaient de la docilité et du respect qu'ils devaient à tous les ouvriers. Ceux-ci, de leur côté, ne leur devaient offrir « que des exemples d'honnêteté dans les procédés et dans les propos ». Il n'en allait pas toujours ainsi. Dans les ateliers d'autrefois comme d'aujourd'hui, la verve des compagnons était volontiers cynique et brutale (1).

Cette « réforme » qui, à la bien considérer, était de la part d'ouvriers d'une manufacture royale, de quasi-fonctionnaires, une manière de petite révolution, d'Angiviller ne l'avait accordée qu'à son corps défendant, parce qu'il voyait la royauté impopulaire et entendait gronder l'émeute toujours menaçante des faubourgs.

« Il m'a fallu, disait-il, céder aux circonstances » (2).
Il essaya donc de faire la part du feu.

Ce fut seulement le 1^{er} mai 1791 que les tapissiers de la Savonnerie obtinrent, à force de réclamation, de béné-

(1) Quelques ouvriers se permettent dans les ateliers des discours licencieux, scandaleux et propres à corrompre la jeunesse. Projet de règlement, sans date. *Arch. nat.*, O¹ 2052 B.

(2) Lettre de d'Angiviller, 3 janvier 1791. *Arch. nat.*, O¹ 2052 B.

1789-1792 15
ficier du nouveau régime de travail et salaires accordé déjà aux Gobelins.

*
* *

Le bruit des revendications élevées par leurs camarades de Paris éveillèrent, chez les tapissiers de Beauvais, des idées de réformes et des espérances.

Tenus dans la main d'un entrepreneur passablement avide et autoritaire, ils souhaitèrent d'avoir leur place assurée dans la manufacture, à l'abri des duretés de la morte-saison ou de l'entrepreneur, et d'être payés selon le mode et le tarif de salaires mis en vigueur aux Gobelins et à la Savonnerie.

Leur entrepreneur-directeur, Menou, qui trouvait les temps fort durs — il n'avait pas reçu de commandes officielles depuis longtemps — ne prêta aucune attention aux timides demandes de ses ouvriers. Il avait toujours trouvé des tapissiers autant qu'il lui plaisait et pour des salaires modiques, car des étrangers peu exigeants venaient concurrencer les ouvriers du lieu. Afin d'enlever à Menou ce sujet et cet élément de résistance, les tapissiers de Beauvais firent pétition à l'Assemblée nationale pour obtenir l'expulsion de ces étrangers qui venaient à la belle saison avilir les salaires, plus semblables « à des frelons qui pillent le miel qu'à des abeilles qui le préparent » (1).

(1) Pétition des tapissiers de Beauvais. De l'imprimerie de la veuve Desjardins. Beauvais, 1790. *Arch. nat.*, O¹ 2038.

Les étrangers ne furent point expulsés.

En revanche, cinquante ouvriers furent renvoyés par Menou. Celui-ci leur avait voulu faire exécuter des ouvrages de qualité inférieure qu'il espérait vendre et écouler plus facilement à d'assez bas prix. Les autres avaient refusé d'exécuter le travail médiocre par point d'honneur, dirent-ils, et aussi parce que ce genre d'ouvrage leur était payé moins cher. Menou les remercia tout net, et, avec eux, l'homme qui lui avait transmis le refus des camarades et qui selon Menou « avait monté le désordre avec menaces » (1).

En retour, les tapissiers firent « une sorte d'insurrection » contre un contremaître nommé Langlois responsable, à leurs yeux, de la baisse des salaires.

La municipalité et nombre des gens « bien ou mal instruits » les approuvèrent. Le maire, accompagné du colonel de la milice nationale, du juge et du commissaire du Roi, se transporta à la manufacture, s'entretint du conflit avec Camousse, sorte de régisseur au compte de Menou, et lui donna, sur un ton plein d'inviter, son opinion sur la question salaire et organisation intérieure.

Camousse, impressionné, en fit part à Menou. Celui-ci répondit par une lettre cassante. Qui payait ? Et qui était le maître ?

Pour couper court à toute intervention nouvelle et à ce qu'il considérait comme une atteinte intolérable à ses

(1) Lettre de Menou, 16 novembre 1790, O¹ 2038.

droits de directeur, Menou, le lendemain, fit connaître qu'il ne garderait l'entreprise qu'à condition d'embaucher et de renvoyer qui lui semblerait bon, de faire fabriquer les qualités les plus convenables aux circonstances et aux débouchés, « ce que l'entrepreneur seul peut apprécier ».

Le rapporteur du Comité de l'Agriculture et des Arts, qui fut chargé d'enquêter sur l'affaire, estima que, sur ce point, Menou avait raison ; d'autre part, il reconnut justes et fondées les plaintes des ouvriers touchant le salaire (1).

Comme on ne se persuadait pas assez vite des théories de Menou, celui-ci donna sa démission à la fin du mois.

Il ne partit point pour cela. Peut-être avait-il brandi cette démission pour effrayer les ouvriers et poser ses conditions à la municipalité. Celle-ci, trouvant légitimes les réclamations des ouvriers, redoutant aussi de leur part des violences et des désordres, voulut satisfaire et apaiser les mécontents. L'homme que l'on citait comme le meneur de l'affaire reçut une place de commis-secretaire : « On espérait ainsi qu'il se tranquilliserait. »

Enfin, les ouvriers reçurent assurance que l'entrepreneur renverrait le contremaître à qui on attribuait la baisse des salaires, « le sieur Langlois ».

Ainsi qu'il arrive, cet arrangement ne donna satisfac-

(1) Expédition du mémoire du rapporteur auprès du district sur les affaires de la manufacture de tapisseries de Beauvais. Sans date. *Arch. nat.*, O¹ 2038.

tion ni aux uns ni aux autres. Les ouvriers se plaignirent qu'on eût escamoté la question des salaires, Menou garda quelque humeur d'avoir eu la main forcée par la municipalité.

Un mois et demi après, nouvelle effervescence à la manufacture. Les ouvriers réclamèrent le retour de Carbonnier, renvoyé pour avoir transmis à l'entrepreneur les plaintes et réclamations de ses camarades. L'affaire encore s'arrangea par les soins de la municipalité. Carbonnier fut engagé à écrire à Menou « en termes respectueux et soumis ». Menou fut assuré que Carbonnier était « aisé à s'échauffer mais bon homme » et que le mouvement ne partait pas de lui : « D'autres plus adroits et plus dangereux l'avaient poussé (1). »

Ainsi Menou comme Angiviller avait dû composer avec les salariés à qui il était accoutumé de parler en maître. Les ouvriers, par la complicité des événements, avaient eu gain de cause. Ils se flattaient d'être assurés de l'avenir.

(1) Lettre de Brisson à Menou, 25 janvier 1791. Arch. Nat., O¹ 2038.

CHAPITRE II

1792-1793

Les ouvriers des manufactures nationales sous le ministère de Roland.

— Premières difficultés. — Projets d'économie du ministre. — Inquiétudes des ouvriers. — Essai de rétablissement du salaire à la tâche. — Manque de solidarité entre artistes et ouvriers. — Arguments et demandes des ouvriers. — Mesures prises par Roland. — Affaire Descurel. — Le ministre mis en échec. — A Sèvres. — Projet de réformes. — Opposition des ouvriers. — Affaire Caron. — Raisons du succès des ouvriers de Sèvres.

La royauté finissante avait vu se faire jour et se manifester chez les ouvriers des manufactures nationales, sinon des vœux et des réclamations nouvelles, au moins un état d'esprit nouveau, une turbulence inédite et même des violences imprévues. Sentant qu'elle ne serait que prudente en ménageant les ouvriers, puisqu'à défaut de popularité, elle ne se sentait pas au moins la force de contenir l'agitation des faubourgs, elle avait, malgré ses répugnances et le Trésor vide, cédé aux demandes, aux exigences des ouvriers. Ceux-ci avaient obtenu un salaire fixe à la journée et un traitement meilleur. Ils marquaient le premier point et triomphaient.

Quand le 10 août vit la déchéance de la royauté, les

ouvriers des manufactures ci-devant royales auraient dû se réjouir. Leurs sympathies et leurs intérêts semblaient d'accord. Il leur était permis d'espérer. Bientôt il n'en fut rien. Avec la royauté disparut tout d'abord la liste civile qui, sauf pour la manufacture de Beauvais, payait les salaires. Bien que le décret du 12 août 1792 parût y pourvoir, que Clavière puis Roland fussent chargés de l'administration des domaines et bâtiments du Roi, le temps se passa sans amener l'argent. Le 20 août, les ouvriers tapissiers des Gobelins adressèrent à Roland trois délégués. Ils firent appel « à sa sensibilité » et lui demandèrent de leur continuer le traitement dont ils jouissaient jusque-là (1). A son tour, Duvivier, l'entrepreneur de la Savonnerie, qui recevait 1.000 livres par mois de la liste civile, écrivit au ministre de vouloir bien payer provisoirement les ouvriers jusqu'à ce qu'il fût statué sur leur sort (2). Le 31 août, l'argent fut accordé.

Mais si les ouvriers étaient contents, ils n'étaient pas rassurés. Il n'était bruit, en effet, que de supprimer leurs manufactures. Il y avait beau temps que Marat l'avait demandé (3) et d'autres révolutionnaires rigides étaient

(1) Lettre des ouvriers à Roland. *Arch. nat.*, O¹ 2052 B.

(2) Lettre de Duvivier à Roland, 25 août 1792. *Arch. nat.*, O¹ 2057 A.

(3) « ... On n'a nulle idée chez l'étranger d'établissements relatifs aux beaux-arts ou plutôt de manufactures à la charge de l'Etat... Telles sont, dans le nombre, les manufactures de Sèvres et des Gobelins. Les premières coûtent au public plus de 100.000 livres annuellement pour quelques services de porcelaine dont le roi fait présent aux ambassadeurs ; la deuxième coûte 10.000 écus annuel-

de son avis, estimant inutiles et onéreuses pour le peuple ces fabriques, largement subventionnées, pour ne produire que des objets de grand luxe, de luxe royal. L'argument n'était pas seulement sentimental et pouvait toucher l'assemblée et le ministre, car la question financière, cause et occasion de la Révolution, n'avait rien perdu de son acuité.

Prenant les devants, les ouvriers s'adressèrent à la Commune, dont l'intervention en leur faveur va se montrer active et fréquente. Par son entremise, ils firent parvenir à l'Assemblée nationale une pétition dont le ministre reçut une copie. Ils demandaient la conservation de leurs manufactures au nom de l'art et de la gloire nationale.

Tout en reprenant ces arguments idéalistes, la Commune jetait dans la balance le civisme des ouvriers qui, assurait-elle, n'avaient point refusé les dons patriotiques et payaient maintenant de leur personne dans la garde nationale ou aux armées. Sans prendre encore de décision bien ferme, on rassura les ouvriers. Ceux-ci devaient avoir bientôt d'autres motifs d'inquiétude.

Le 25 août, Roland avait chargé un commissaire délégué, Gerdret, de mener enquête sur la situation des Gobelins. Ce commissaire mit peu de temps à fournir

lement, on ne sait trop pourquoi, si ce n'est pour enrichir des fripons et des intrigants en y entretenant 25 ouvriers qui emploient au total 12 livres de soie au travail d'une tapisserie qui est quelquefois 5 ans sur le métier. » *L'Ami du Peuple*, n° du 17 août 1790.

son rapport. Il n'avait, dit-il, trouvé aux Gobelins ni directeur, ni inspecteur en chef pour le recevoir. Le caissier était présent, mais dans sa caisse point d'argent pour payer les ouvriers à qui il est dû pourtant une semaine de retard. Ces ouvriers coûtaient 100.000 livres chaque année, sauf 8.000 livres de retenues pour cause d'absences, et ils ne produisaient guère que 145 aunes carrées par an en travaillant de 6 heures du matin à 7 heures du soir, car ils ne veillaient plus depuis qu'ils avaient cessé d'être à la tâche. Le ministre voulut se renseigner encore auprès d'Audran, chef d'atelier aux Gobelins — que Clavière avait nommé directeur provisoire. — Il le pria à dîner pour conférer avec lui et, après avoir entendu ses explications, lui confia la direction de la manufacture. Pour les ouvriers, ce choix ne disait rien qui vaille.

Audran, en effet, regrettait fort l'ancien régime de la manufacture et le mode de paiement à la tâche. Avant la réforme de 91, il était non point un chef d'atelier, mais un des trois chefs d'ateliers-entrepreneurs des Gobelins, gagnant environ 80 livres par aune, « 8.000 à 9.000 livres par an, sans compter les agréments (1) ». Or, l'année où fut inauguré le système du salaire à la journée vit la production tomber à 145 aunes et les bénéfices des entrepreneurs diminuer d'un tiers. Peut-être ne fit-il pas état auprès du ministre de ces arguments personnels ; il en

(1) *Arch. nat.*, O¹ 2052 B. Réponse au mémoire des entrepreneurs, 24 mars 1792.

avait d'autres. C'est ainsi qu'en cette année 1791, les manufactures des Gobelins et de la Savonnerie avaient coûté ensemble 11.602 livres de plus que l'année précédente. Cette augmentation, selon Audran, était le fruit des réformes obtenues par les ouvriers.

La faute, en réalité, était en partie aux événements. Beaucoup d'ouvriers montaient la faction en qualité de garde national ; ils recevaient cependant paye entière ; la chose paraissait juste. Ils étaient encore payés quand ils allaient au club, ce qui n'allait pas cette fois sans soulever quelque récrimination (1).

Au surplus, il n'est pas bien sûr qu'un travail plus assidu et une production moins faible eussent amélioré la balance des comptes. Dès le début, le départ des riches apeurés, l'émigration avaient amené un ralentissement des affaires, la guerre extérieure allait tarir la clientèle étrangère. Le coup était particulièrement sensible pour les industries de luxe (2). Sans s'arrêter à ces idées, Roland crut porter remède à la situation financière des manufactures en soumettant les ouvriers à un travail plus assidu et à une discipline plus sévère (3). Il décida

(1) *Arch. nat.*, O⁴ 2652 B.

(2) Tous les gens opulents vont planter des choux dans leurs terres. Voilà la maison d'Artois flambée pour longtemps... et les seigneurs de la Cour sont ruinés. Lettre de Montucla, *Arch. de la manuf. nat. de Sèvres*, H⁴.

Les clients sérieux, la famille régnante, le département des affaires étrangères, les gens de la Cour et leurs singes s'en sont allés. Lettre d'Hettlinger au citoyen Coquéau. *Arch. nat.*, F¹³ 1496.

(3) Le ministre voulut « trouver le moyen d'appeler à un travail

de supprimer le régime du travail à la journée qui, « à l'inconvénient d'augmenter le prix des productions, avait joint celui d'inspirer la paresse et de tuer l'émulation » (1). C'était revenir nettement à l'ancien état de choses. Les ouvriers s'agitèrent. Ils étaient émancipés et turbulents au gré d'Audran, l'ancien entrepreneur, « depuis qu'ils avaient mis le pied sur la gorge de l'ancienne administration (2) ». Le ministre voulut employer la manière forte. Après avoir fait appel à « leur intérêt propre qui, dans des cœurs patriotes, n'agit que le dernier » (3), après avoir tiré argument de l'économie nécessaire des deniers de la République, il les avisa que l'ordre était donné au directeur de faire l'appel nominal des ouvriers pour que chacun dît sur le champ s'il acceptait de travailler à la tâche. Au reste, Roland n'entendait forcer la volonté de personne, « chacun, assurait-il, est libre d'avoir à cet égard son choix et sa volonté, mais son refus d'accéder sera regardé comme un consentement d'être rayé du tableau » (4). Ce libéralisme subtil s'apprécie mieux si l'on songe que les ouvriers des manufactures nationales

plus assidu les ouvriers dont le détachement était tombé dans un excès incroyable par faiblesse et ignorance de l'ancienne administration ». Exposé succinct de la conduite du citoyen Audran. *Arch. nat.*, O^s 872.

(1) Rapport de Roland à la Convention, 9 janvier 1793. *Archives parlementaires*, t. 56, p. 653.

(2) *Arch. nat.*, O^s 2052 B.

(3) Lettre de Roland aux ouvriers, 10 septembre 1792. *Arch. nat.*, O^s 871.

(4) *Ibid.*

avaient un métier trop spécialisé pour ne pas trouver malaisément à s'employer ailleurs. Bien que le directeur eût reçu l'ordre d'appliquer la mesure sans délai, les ouvriers résistèrent. Ils ne furent pas toutefois unanimes. Les artistes, faisant bande à part, acceptèrent les conditions de Roland. Ayant réputation et situation d'artistes, ils dédaignaient les artisans ; ils avaient d'ailleurs, en majorité, gardé des sympathies pour l'ancienne royauté élégante et de bourse généreuse qui avait fait la grandeur de leur maison, tandis que leurs frères plus humbles avaient mis dans la Révolution toutes leurs espérances.

A Sèvres plus que partout, la séparation fut très nette entre les deux classes. Les peintres constamment s'écartèrent des ouvriers et mirent obstacle à leurs desseins. Les autres les firent emprisonner en bon nombre à la première occasion (1).

Néanmoins, encore que le ministre n'eût pas négligé de s'appuyer sur ce parti dissident (2), la réforme ne fut point immédiatement appliquée.

Pour diminuer la dépense, Audran proposa de réduire le chiffre des ouvriers en ne remplaçant pas les volontaires partis pour l'armée et tous autres qui, pour une cause ou une autre, quitteraient la manufacture. C'était un expédient ingénieux — que les ouvriers de la Savon-

(1) Ainsi Caton, Fontanes et Chulot qui seront délivrés après thermidor.

(2) « Je sais en même temps qu'une autre partie se soumet avec joie au nouveau règlement que j'ai cru devoir rétablir. » Lettre de Roland aux ouvriers, 10 septembre 1792. *Arch. nat.*, O 871.

nerie reprendront eux-mêmes à leur compte (1) — emprunté au comte d'Angiviller qui se flattait d'avoir trouvé là un moyen de réduire la somme des salaires, sans trop faire crier.

Pour élever le chiffre d'affaires, Andran — faisant encore sien un ancien projet — proposa de fabriquer, à côté de grands tableaux d'art, d'autres tapisseries représentant des sujets légers, de grandeur médiocre, propres à être achetés par les particuliers à des prix plus doux. La mesure paraît sensée. Comme l'ancienne et riche clientèle de nobles et d'étrangers avait disparu, il était de bonne administration de songer à créer de nouveaux débouchés en adaptant la production à la nouvelle clientèle. Or, contre ce projet de commercialiser la production artistique, de sacrifier la qualité à la quantité, les travailleurs montrèrent un accord unanime et qui témoigne, à côté de certaine étroitesse de vues, de quelque fierté professionnelle. Nés et grandis pour la plupart dans ces manufactures, où ils se succédaient de père en fils, en de véritables dynasties, artistes et ouvriers avaient vécu dans le respect de leur art. Les meilleurs ne voulaient point démériter de leur œuvre de maîtrise et chacun avait fait sienne la gloire de la maison. Dans presque toutes leurs pétitions ou leurs lettres, même quand ils n'ont plus de pain, ils parlent sans cesse, avec une complaisance jamais lassée et une emphase sincère, de l'excellence réputée de

(1) Mémoire des ouvriers de la Savonnerie à Roland. *Arch. nat.*, O¹ 2057 A.

leur art, du lustre qu'il a acquis à la France. Aussi ce projet qui reviendra sur l'eau à plusieurs reprises apparaissait-il à Hettlinger, artiste et inspecteur à Sèvres, comme une maladresse et une déchéance. « Ce serait, dit-il, vouloir faire d'une habile ouvrière en modes une couturière de ménage (1). » Puis, la concurrence serait âpre et le gain minime : on n'aurait ni l'honneur ni le profit. Les ouvriers protestaient à leur tour. Ils parvenaient à un raisonnement habile : le ministre désirait augmenter le revenu net de la manufacture, mais, pour tirer un bon prix de ses produits, il était nécessaire que ceux-ci fussent une parfaite œuvre d'art qui eût pour l'amateur une valeur inestimable.

Les ouvriers, il faut le dire, faisaient d'une pierre deux coups. Ces mêmes arguments venaient à leur secours dans une autre question, la plus importante à leurs yeux, celle des salaires.

Le paiement à la tâche, dont le ministre les menaçait toujours — les autres réformes ne pouvaient avoir grande vertu — n'auraient point d'autre effet, suivant leurs dires, que d'amener l'ouvrier à produire beaucoup aux dépens de la qualité (2). Or, dans le genre, le travail le

(1) Lettre de Hettlinger. *Arch. nat.*, F¹³ 1496.

(2) Il y avait dans les manufactures royales des hommes qui, par appât du gain, « sabotaient » l'ouvrage. Les entrepreneurs qui étaient, à vrai dire, des chefs d'ateliers tâcherons, ne fournissaient pas des laines de 1^{re} qualité ; les ouvriers, pour gagner d'avantage, en allant plus vite, triplaient et quadruplaient les fils au détriment de la finesse du travail. Mémoire des ouvriers. *Arch. nat.*, O¹ 2057 A.

plus rémunérateur pour le budget, on l'a vu, était le travail le mieux fini.

Cet argument ne persuada pas le ministre. Il persista dans son intention de rétablir le salaire à la tâche, mais en l'améliorant par un système de primes. Les prix seraient plus forts qu'avant 1791 et fixés pour chaque genre d'ouvrage en proportion du mérite et de la difficulté par un comité formé du directeur, des chefs d'ateliers et de trois ouvriers (1). Les travailleurs à qui ce comité, où les leurs seraient en minorité, ne disait apparemment rien qui vaille, déclarèrent que l'ancien mode de paiement à la tâche était source d'incertitudes, d'erreurs et de fraudes ; ils ne s'y étaient conformés autrefois que contraints et forcés — « sous le joug du despotisme » (2). Pour les primes à additionner au salaire, c'était un leurre (3). Ils préféraient la journée de 3 livres et la « réclamaient ». Roland ne fit droit ni à leurs préférences ni à leurs réclamations. Les ouvriers demandèrent, tout au moins, que l'on fixât d'une manière précise le prix du « bâtonnage » ou quatrième partie de l'aune de Flandre. Ils désiraient, en outre, que ce prix fût proportionné à leurs besoins et déterminé après conférences contradictoires entre ouvriers, directeur et chefs

(1) Rapport de Roland à la Convention, 9 janvier 1793, *loc. cit.*

(2) Lettre des ouvriers à Roland, 12 novembre 1792 (*Arch. nat.*, O^s 871).

(3) « Elles (les primes) ne sont effectivement que séduisantes et purement spécieuses. » Même dossier.

d'ateliers, en présence du ministre si possible (1). Le ministre dût trouver ces prétentions audacieuses. On sait qu'à la suite d'ententes formées entre eux par les ouvriers charpentiers ou ceux de l'imprimerie, la Constituante avait porté la fameuse loi Chapelier (des 14-17 juin 1791) qui interdisait toute coalition de travailleurs, refusait aux employés le droit d'établir un salaire fixe, aux patrons la liberté de l'accepter.

Roland, dans les tentatives des ouvriers nationaux, pouvait voir une atteinte à la loi en même temps qu'à la discipline. C'est chose que les ministres voient volontiers. Ajoutons que ses opinions personnelles l'encourageaient à résister. Alors qu'il était inspecteur des manufactures à Rouen, il s'était, dans un mémoire au ministre, élevé contre l'abus de la réglementation en faveur de la liberté du travail. Ne devait-il pas considérer que le succès des revendications des ouvriers des manufactures serait une atteinte à cette sacro-sainte liberté du travail ?

Afin de briser la résistance, Roland mit à exécution les mesures qu'il avait projetées dès le début, quand il avait établi son plan de réformes des manufactures. L'inspecteur Peyron, le surinspecteur Belle, qui avait 37 ans de services, virent leur place supprimée. Il leur fut enjoint de vider incontinent leur habitation des Gobelins (2). Fin

(1) Même dossier.

(2) Bientôt, Belle obtint un logement au Louvre sur la recommandation de Roland. Il le garda, même quand il fut revenu aux Gobelins. Un arrêté du comité de l'agriculture et des arts du 19 prairial an III lui rendit sa place à la manufacture.

décembre, la même mesure atteignit le teinturier Decurel, tandis qu'au début de janvier six ouvriers furent diminués de 3 livres par semaine. Ces suppressions d'emplois et ces réductions de salaires pouvaient se dire inspirées par un désir de restreindre la dépense. Roland ne manqua pas de l'affirmer.

Et d'abord il est permis de le croire. Cet homme froid, de noir vêtu, ses cheveux plats poudrés à peine, d'une simplicité de quacker, aimait les économies. C'est ainsi qu'en janvier 1893, les 300 livres du chapelain sont supprimées, de même les 1.500 livres de gratification que touchait le premier commis Montucla. « Bien ou mal à propos, écrit le ministre, la liste civile pouvait les dispenser, mais des administrations républicaines doivent les rejeter. » Ces économies dont il parle sans cesse, Roland les recherche sans relâche. Il épluche les comptes (1), ne néglige pas de louer le jardin des Gobelins à 5 ou 6 sous la toise, et, dans une lettre adroite et flatteuse, demande aux huissiers-priseurs, qui se sont chargés d'une vente publique de porcelaines de Sèvres, de vouloir bien réduire leurs honoraires. Il va même jusqu'à refuser à Ménou, entrepreneur de la manufacture de Beauvais, la subvention qui lui est due, sous prétexte qu'il n'emploie pas le nombre d'ouvriers prévu. Ménou a beau protester, rejeter la faute sur les événements, le ministre n'ouvre

(1) « Il résulte des comptes que j'ai vérifiés par mon propre et personnel examen... » Lettre à Decurel. *Arch. nat.*, O² 871. 24 décembre 1792.

pas la bourse — refus gros de conséquences pour les ouvriers de Beauvais, car Menou à nouveau parle d'abandonner la manufacture.

En retour, la raison d'économie invoquée par Roland pour justifier le renvoi de Peyron n'a que la couleur d'un prétexte. Si le peintre Peyron ne travaillait guère que pour des fabriques privées de papier peint et d'indienne — c'est Audran qui le dit et Audran n'est pas son ami — il recevait pour toute indemnité et traitement la jouissance d'un logis aux Gobelins. Et si le ministre invoque la dépense en avisant Belle de son renvoi, il ne peut s'empêcher de lui faire grief des méfaits de son administration aux Gobelins. Belle y aurait, assure-t-il, introduit désordre et anarchie (1). N'était-ce pas là le grand motif ? Il est permis de rappeler que Belle et Peyron précisément furent ceux qui, de concert avec 18 ouvriers, 6 par ateliers, aidèrent l'ancien directeur Guillaumot à établir le règlement de 1891, favorable aux ouvriers, ce règlement que voulait ruiner Roland. Voilà ce que le ministre qualifiait « désordre et anarchie ».

Les ouvriers sans doute firent le rapprochement. Ils étaient prompts à soupçonner et à s'alarmer, comme il est naturel, quelques autres menus faits les y inclinèrent. Sur les désirs du ministre, Audran voulut loger aux Gobelins le plus grand nombre d'ouvriers possible.

(1) « J'ai vu avec douleur combien vous avez contribué à mettre la manufacture dans le désordre et l'anarchie où elle est aujourd'hui. » Lettre de Roland à Belle, 1^{er} décembre 1792. *Arch. nat.*, O¹ 2052 B.

Comme tous les logements n'étaient pas en état d'être occupés à la fois, les premiers nantis furent ceux que le directeur trouvait les plus sages. Cela parut une prime à l'obéissance.

Bref, après qu'on eut agité encore à leurs yeux le projet de suppression des manufactures — c'était un épouvantail un peu usé, mais qui ne laissait pas de faire impression — Roland imposa sa volonté aux ouvriers. Le salaire à la tâche fut rétabli et, pour fixer le prix du bâtonnage, le directeur Audran, seul, sans conférence ni discussion d'aucune sorte avec les ouvriers, fut chargé d'estimer, dans le détail, tous les tableaux achevés ou commencés (1). Les ouvriers des Gobelins et de la Savonnerie perdaient, avec le ministre girondin, la partie qu'ils avaient gagnée contre le comte d'Angiviller.

..

Entre temps s'était élevé entre Roland et le teinturier Decurel un conflit fort intéressant, qui témoigne, dans sa mesure, de l'activité de la Commune de Paris et de la vigueur de ses interventions.

Lorsque ce teinturier, le 20 décembre 1792, se vit supprimer sa place, « trop onéreuse », il accepta malaisé-

(1) Il faut signaler qu'Audran déclara plus tard que ce travail devait permettre aux ouvriers de discuter et de fixer le prix des différents genres d'ouvrage (*Arch. nat.*, O^s 872). Il le déclara après la chute des Girondins, quand le vent eut tourné en faveur des ouvriers (Exposé succinct de la conduite du sieur Audran, *Arch. nat.*, O^s 872).

ment sa disgrâce. Il était entré, il y a six ans, à la manufacture, sur la recommandation de Pierre, peintre du roi, et avait fourni des travaux d'épreuves pendant une année, sans rien toucher des 1.500 livres de sa solde. Cette circonstance, pensait-il, lui créait des droits. Comme on refusait de les reconnaître, il ferma la teinturerie, garda les clefs et s'en fut porter sa cause devant la section du Finistère. Celle-ci, l'affaire examinée, mit le ministre en demeure de renvoyer Audran dans les deux jours. Pour que ce fût autre chose qu'un vœu platonique, elle se fit remettre les clefs gardées par Decurel. Le ministre adressa au président de la section une réponse prompte. Il affirmait n'admettre aux emplois de la République que des citoyens « qui en chérissent et défendent librement les principes », il protestait de son respect pour l'opinion publique, mais après ce préambule, déclarait persister dans ses opinions personnelles vis-à-vis d'Audran. Pour conclure, il demandait la remise immédiate des clefs, au nom de la loi, « notre souveraine commune » (1). Le même jour, il envoyait à Audran une lettre d'un ton plus ferme. Il engageait le directeur à se conduire avec mesure mais sans se relâcher de sa rigueur. Pour lui, il saurait prendre au besoin d'autres résolutions (2).

Il se flattait. Quatre mois après, les fameuses clefs sont

(1) Lettre de Roland aux président et citoyens de la section du Finistère, 1^{er} janvier 1793. *Arch. nat.*, O³ 871.

(2) Lettre de Roland à Audran, 1^{er} janvier 1793, même dossier.

encore aux mains de la section. On les réclame à Decurel. Celui-ci, qui a loué maintenant une teinturerie rue d'Enfer, dans la Cité, voudrait bien les rendre. Par deux fois il fait une démarche à sa section. On lui répond que cela ne le regarde plus. Le ministre gardait Audran, la section conservait les clefs. L'échec était pour le ministre.

Ce litige, mince par son objet, pouvait suggérer des réflexions qui avaient leur importance. Certes, la Commune de Paris, le conseil général de la Commune de Beauvais, le conseil d'administration du district ou du département de l'Oise avaient déjà soutenu les intérêts des ouvriers, mais jamais ils n'avaient mis leurs forces au service des travailleurs des manufactures nationales avec autant de décision et de fermeté. A une heure où n'existaient pas, tout au moins légalement, de groupements économiques ou professionnels, on voyait un groupement politique imposer à ses membres une discipline révolutionnaire, extra-légale, et se substituer hardiment à eux dans un conflit avec le pouvoir.

Il y avait là, pour les ouvriers parisiens, une indication de tactique précieuse et que pouvait souligner au surplus l'histoire des ouvriers de la manufacture de Sèvres.

*
* *

Roland avait gardé à la tête de cette fabrique Haudry,

ancien fermier général ruiné, improvisé directeur par Clavière. Mais comme il fallait un homme compétent, Regnier, l'ancien chef, était resté. Haudry, dès son arrivée, demanda à Regnier de justifier que lui et ses subordonnés avaient prêté serment. Ceci parut de bon augure à l'élément ouvrier. Peu après, comme Roland, là aussi, désirait s'occuper activement de la manufacture et y apporter des améliorations, Haudry, dans une sorte de manifeste, dressa un plan de réformes. Dans chaque atelier, le chef et des ouvriers choisis devaient assurer la police, transmettre tous les lundis aux directeurs les plaintes et les desiderata des ouvriers. C'était les inviter presque à s'organiser et à demander des réformes. De fait, ces délégués qui prirent le titre de commissaires allaient dans la suite se montrer singulièrement actifs.

Toutes ces mesures, si différentes dans leur esprit de celles que l'on a vu prendre à l'égard des manufactures de Paris, donnent à penser que la conduite suivie dans chaque fabrique dépendit du directeur plutôt que du ministre, à moins d'admettre qu'Audran ou bien Haudry trahirent la pensée et les intentions de Roland.

Le ministre était cependant très au courant de ce qui se passait dans ces manufactures. Sa correspondance administrative montre qu'il les suivait de près. Audran, lui, n'était pas homme à ne faire qu'à sa tête. Il se montrera fort soucieux d'excuser sa conduite, après la chute des Girondins, et même de prévenir Garat dans l'adoption de mesures favorables aux ouvriers.

La vérité, c'est que Haudry eut la main forcée par les ouvriers (1). Il y a plus. Le ministre lui-même fut nettement contraint de s'incliner. Le 17 août, sur la demande de quelques ouvriers, deux administrateurs du district de Versailles, les citoyens Chailloux et Chapuis, avaient mis sous scellés quelques registres et papiers concernant les procédés de fabrication de la porcelaine tendre. Roland, le 18 septembre, fit lever les scellés. Les commissaires, s'exagérant la valeur de ces papiers, exigèrent qu'ils fussent mis sous clefs et les clefs confiées à un réparateur, nommé Caron. Celui-ci devait les livrer à Haudry en personne et à Haudry seul si bien qu'Haudry, étant retourné dans ses salines du Jura, Regnier ne put obtenir les clefs dont il vint à avoir besoin. Cette nouvelle histoire de clefs est significative.

Quelques semaines plus tard, les ouvriers de Sèvres n'hésitèrent pas à faire appel, devant la Convention, de l'accueil un peu rude que Roland venait de faire à une députation des leurs. Le 17 décembre, une délégation des ouvriers de Sèvres se présenta à la barre de l'assemblée pour se plaindre « du despotisme et des mauvais traitements qu'ils recevaient journellement de l'administration de la manufacture ». « Nous avons porté, déclarèrent-ils, notre juste demande chez le citoyen Roland

(1) « Regnier et Haudry accordèrent des augmentations de salaire extorquées par l'arrogance des ouvriers. » Lettre d'Hettlinger, inspecteur à la manufacture de Sèvres. *Arch. nat.*, F¹³ 1494.

qui, bien loin de nous écouter et de faire droit à notre pétition, a menacé notre députation composée de quelques-uns d'entre nous de la force armée. Nous venons solliciter l'autorité de la Convention nationale pour réprimer ces abus et faire droit à notre requête (1). » L'assemblée accorda à la députation les honneurs de la séance et décida que satisfaction lui serait donnée.

Dans ces conditions, comme les économies se font en général aux dépens des salaires, les velléités d'économies-réformes du ministre furent mal satisfaites. Règnier s'en tint aux expédients. Il fit vendre une partie des pièces qui étaient en magasin ou dédorner quelques vases pour en tirer de l'or.

C'est que les ouvriers de Sèvres sont presque tous ardemment mêlés au mouvement politique et prennent un point d'appui solide sur les assemblées et comités qui sont la force organisée et agissante de la Révolution. Au club, ils sont la majorité et ils prennent large place dans les comités qui s'organisent. Quatre d'entre eux font partie du comité de surveillance révolutionnaire de Sèvres. Ils peuvent ainsi se faire entendre comme on se faisait entendre alors. Ils ont dénoncé à l'assemblée leurs chefs suspects de trahison (2), ils dénoncent à la Con-

(1) Séance du 17 décembre 1792. *Archives parlementaires*, t. 55, p. 123.

(2) Fin mai 1792, ils dénoncèrent au maire de Sèvres et à l'assemblée « un fait autant étrange que noir ». Le sieur Laporte, administrateur de la liste civile, avait, en présence du directeur de la

vention le caissier Barreau, ils pourchassent les peintres et les chefs qui leur font échec en attendant qu'ils les mettent en prison.

« Toute l'administration est intimidée par l'esprit républicain que les ouvriers mettent à toute sauce », constate avec amertume l'inspecteur Hettlinger, et lui-même, par simple prudence, n'ose proposer ses réformes « de derrière la tête » (1). Sans être intimidés comme l'administration de la manufacture, les pouvoirs locaux, ministres et gouvernement ne restent pas insensibles ni indifférents aux appels, aux manifestations, aux injonctions même de ces assemblées populaires. Celles-ci actives, agitées et turbulentes souvent, puissantes parfois par leur union à cette Confédération générale des « patriotes » qu'est la société des Jacobins, devancent et mènent la Révolution, finissent par s'imposer, par prendre figure et rôle de corps constitués que les administrations locales, que le pouvoir central consultent et écoutent.

Il est donc à penser que si les ouvriers des Gobelins et de la Savonnerie avaient usé de la tactique opportune de leurs camarades de Sèvres, ils n'eussent point permis au ministre girondin de leur retirer les avantages que

manufacture Regnier et d'un abbé inconnu, fait brûler dans les fours à porcelaine 52 ballots de papiers venus de Paris et qu'on soupçonnait d'être les « Archives du comité autrichien » :

(1) « Mon premier devoir est d'emporter de cette maison ma peau sans qu'elle soit entamée. » *Arch. nat.*, F¹³ 1496. Lettre d'Hettlinger, 24 mai 1793.

quelques murmures et surtout la complicité des événements leur avaient obtenus du comte d'Angiviller. Ils gardèrent les habitudes passives de l'ancien régime et ne virent pas qu'il fallait entrer dans la mêlée et combattre hardiment pour tirer sa part et la conserver.

CHAPITRE III

1793-1794

Les ouvriers des manufactures nationales et la Montagne. — Cherté des vivres et misère. — Mesures prises par Clavière et Garat. — Essai de réformes à Sèvres. — Scission entre les ouvriers et les artistes. — OEuvre du conventionnel en mission Battelier. — Large place accordée aux ouvriers.

Aux Gobelins. — Réclamation des ouvriers. — Intervention de la Commune de Paris. — Une page du « vandalisme révolutionnaire ». — Nouveau règlement de travail. — Place donnée aux ouvriers. — Sollicitude de la Montagne à l'égard des ouvriers ; ses motifs.

Les ouvriers des manufactures nationales n'avaient guère eu à se féliciter de la politique de Roland à leur égard. Sous des prétextes d'économie, souvent sincères mais parfois mesquins, ce ministre avait visé à leur enlever les avantages qu'ils venaient d'obtenir des inquiétudes de la royauté.

La résistance jacobine des assemblées et comités révolutionnaires de Sèvres, la vigoureuse intervention de la Commune de Paris donnaient déjà à penser que les visées du ministre girondin allaient trouver leur échec quand Roland quitta la place.

Refusant de tout sacrifier ainsi à des raisons budgé-

taires et non point, à ce qu'il semble, poussé par les nécessités politiques de l'heure, le nouveau ministre Garat se préoccupa de faire leur part aux intérêts des ouvriers.

Ceux de Beauvais étaient dans une situation particulièrement difficile. Menou, l'entrepreneur de la manufacture, à qui Roland avait refusé tout subside, avait démissionné à nouveau, geste gros de menaces pour les ouvriers. En effet le gouvernement, qui avait refusé d'accepter la démission de Menou avant d'avoir trouvé un autre entrepreneur, avait eu beau afficher la mise en adjudication de l'entreprise, personne ne s'était présenté. Menou n'avait vu dans sa démission que le moyen de reprendre la manufacture sans condition ni contrôle. Il avait fait ses offres en conséquence. Outre des avantages matériels, il demandait à fixer à son gré le nombre et le salaire des ouvriers. Ceux-ci déjà s'étaient plaints à la société populaire de Beauvais de l'arbitraire qui réglait leurs journées de travail, et la société populaire avait décidé que « vules excellentes idées émises par ces bons sansculottes, la pétition serait renvoyée à 4 commissaires pris dans son sein qui se joindraient à 4 citoyens ouvriers (1) ». Plus tard, le directeur du district de Beauvais éventa les desseins de Menou et dénonça ses prétentions dangereuses (2), son goût trop vif de la liberté patronale. Pour

(1) Cité par L. Thiot, *Les sociétés populaires de Beauvais*, p. 46. Imp. dép. de l'Oise, 1910.

(2) « Prétentions d'où il résulterait que ces ouvriers absolument à sa merci seraient renvoyés ou tenus de travailler aux prix et conditions qu'il lui plairait d'imposer. » Extrait du registre des délibéra-

attirer les entrepreneurs, la Convention, par décret du 17 brumaire an II, avait offert aux soumissionnaires la jouissance gratuite de la manufacture, terrains, métiers et « autres ustensiles appartenant à la nation ». Ce n'était pas là des avantages très grands, d'autant plus bâtiments et matériel étaient mis par le décret sous la surveillance et l'inspection des autorités du district. C'était donner satisfaction à celles-ci, mais les successeurs de Menou pouvaient craindre que les pouvoirs élus ne fussent tentés d'intervenir plus souvent encore que par le passé. Les ouvriers, voyant qu'on s'occupait d'eux, avaient repris espoir, mais les jours coulèrent. D'entrepreneur point. En revanche, la misère vint ou plutôt demeura. Garat invita la Convention à ne pas laisser sans secours les travailleurs de Beauvais dont les ancêtres furent « attirés de Flandre sous la garantie de la loyauté française » (1). Après un rapport de Blutel qui reprenait les arguments du ministre, la Convention, hésitant encore à mettre à la charge de la nation une nouvelle manufacture d'objets de luxe, voulut tout au moins ne pas se désintéresser de la question et tenter quelque chose. Convaincue sans doute, comme son Comité d'agriculture et de commerce, « de la ferme résolution de soutenir les arts et la prospérité nationale, et de préparer

tions du Directoire du district de Beauvais, séance publique du 10 février, l'an 2 de la République française. *Arch. nat.*, O¹ 2038.

(1) Lettre de Garat au président de la Convention nationale, 15 mars 1793. *Arch. nat.*, O¹ 2038.

même pendant la guerre leur développement et leur agrandissement après la paix » (1), elle décréta que la manufacture, établie à Beauvais, serait confiée au citoyen Menou pour quinze années. Différents avantages étaient concédés à l'entrepreneur et une somme de 50 livres par an attribuée, sur la Trésorerie nationale, « à chacun des ouvriers et apprentis que les circonstances permettraient à l'entrepreneur d'entretenir dans la manufacture ». De plus et surtout : « Les prix de main-d'œuvre ne pourraient être fixés par aucune autorité constituée ; ils seraient réglés, de gré à gré, entre l'entrepreneur et les ouvriers (2). »

Ce beau décret resta lettre morte.

Le plus terrible, c'est qu'on se reprit à craindre de voir fermer les manufactures. Les habitants de Beauvais, à la fin du mois de mars, firent une pétition. Ils désiraient que la manufacture fût conservée et organisée, qu'elle fût soumise à l'inspection des corps administratifs et que ceux-ci fussent juges de toutes contestations survenues ou à survenir entre le directeur et les ouvriers. Ces demandes avaient leur hardiesse, la dernière n'était rien moins qu'une tentative d'arbitrage obligatoire.

Rapprochées de l'attitude du Directoire du district, les propositions des autorités et habitants de Beauvais donnent à croire que la province se fût intéressée de bonne

(1) *Arch. nat.*, O¹ 2038.

(2) Séance du 2 thermidor an II. *Procès-verbaux du Comité d'agriculture et de commerce*, t. IV, p. 408.

heure et initiée aux questions sociales et que les pouvoirs locaux, s'ils n'avaient été, dans la suite, mis dans les lisières et en tutelle, auraient fourni leur part de réformes et d'intéressante initiative.

Pour venir en aide aux travailleurs, le district, au début de pluvîose, avait émis le vœu qu'on fournît à dix ouvriers un secours égal à leur salaire. Quinze jours après, le département votait une somme de 422 livres qui serait prise sur les fonds libres du département et répartie sur deux décades par les soins de Camousse, le directeur provisoire.

La somme n'avait pu durer longtemps. « Sans ressources, sans secours depuis plus de deux mois, ayant vendu la plus grande partie de leurs vêtements », les ouvriers, le 25 floréal, s'adressent à la Convention dans une adresse (1) appuyée par tous les élus du département.

A ce cri de misère, le Comité de Salut public, sur le rapport de la Commission de l'agriculture et des arts, prit un arrêté : il était accordé aux ouvriers de Beauvais une avance dont le remboursement serait assuré par une retenue à effectuer sur leurs salaires lorsque la manufacture aurait repris son activité. Cette avance ne pouvait être supérieure à 2 livres ni dépasser le salaire journalier de chacun.

Cela fit une somme de 4.674 livres dont 500 furent

(1) Pétition des ouvriers de Beauvais, 25 floréal an II. *Arch. nat.* O⁴ 2038.

immédiatement versées à Camousse pour que les ouvriers n'aient pas à pâtir des lenteurs administratives. Ce secours épuisé, Camousse fit une nouvelle demande à laquelle on fit droit jusqu'au 10 thermidor.

Enfin, après que Menou eût offert une fois de plus de se charger de l'entreprise à sa manière, le Comité d'agriculture et des arts reçut mission de rechercher un ensemble de mesures propres à relever la manufacture. Il proposa de la garder aux frais de l'Etat.

Les ouvriers des autres manufactures, moins éprouvés que ceux de Beauvais, n'en avaient pas moins leurs misères. A la fin de février 1793, ils n'avaient pas encore touché leur salaire du mois précédent. Garat rappela au ministre des Contributions publiques que « l'existence de ces malheureux dépendait du paiement de leurs journées » (1) et lui-même consentit à une avance de 30.000 livres environ. Clavière promit de mieux payer et même de solder à la manufacture de Sèvres deux fournitures importantes faites à Louis Capet. La République prenait à son compte les dettes de la royauté. Mais si la bonne volonté était grande, les revenus étaient minces, et lorsqu'après avoir, au début d'avril, voté un secours provisoire aux trois manufactures, la Convention demanda au ministre un rapport sur ces établissements, des gens avertis en tirèrent un mauvais augure. Pour Hettlinger, inspecteur à Sèvres, c'était signe que l'on ne

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Contributions publiques. *Arch. nat.*, O² 913.

garderait les manufactures que si elles ne coûtaient rien au Trésor (1). La chose s'affirmait impossible : les affaires étaient mauvaises, la guerre, devenue générale, leur avait porté le dernier coup.

L'avenir s'annonçait noir. La manufacture de Sèvres essaya de se procurer elle-même quelques ressources. En avril, elle vendit pour 30.000 livres de porcelaine blanche de rebut ; en mai, Hettlinger émit l'idée d'organiser des expositions et des loteries, chose alors fort à la mode.

Cela dura ce que durent les expédients. En juin, les ouvriers de Sèvres sollicitèrent un secours : 16 sols par jour. A la fin du mois, ceux des Gobelins réclamèrent une augmentation de salaire, alléguant « qu'il en avait été accordé à différents établissements nationaux, particulièrement aux travailleurs en assignats » (2).

Dans le même moment, Garat s'occupait d'eux. Il venait de proposer à la Convention d'augmenter leurs salaires. Cette mesure, justifiée par l'excessive cherté des vivres, avait été prise dans l'industrie privée. L'État-patron ne pouvait se montrer moins large ou moins raisonnable. C'était, dans la pensée du ministre, question « d'humanité et de justice ».

(1) « Pour le dire rondement, on conservera la manufacture si elle donne des bénéfices ou si du moins elle se soutient elle-même ; on la supprimera si elle doit coûter. » Hettlinger au citoyen Coquéau. *Arch. nat.*, F¹² 1496.

(2) Pétition des ouvriers des Gobelins. *Arch. nat.*, O¹ 871.

L'augmentation proposée avait ceci d'original qu'elle était proportionnelle et progressive et, double originalité, atteignait son maximum en faveur du salaire le plus modique (1). Pour rendre sa proposition plus facilement acceptable, le ministre s'engageait à chercher des mesures qui compenseraient la dépense. Toutefois, s'empresait-il d'ajouter franchement, il n'importait pas que l'argent fût récupéré en entier. Il y avait des sacrifices nécessaires. « Dans ces moments difficiles, il s'agissait moins de soutenir l'ouvrage que l'ouvrier (2). » Prêchant d'exemple, Garat lui-même eut soin de faire payer aux manufactures les salaires en retard, ce qui lui valut, au dire d'Hettlinger, les « bénédictions » des ouvriers.

Malheureusement, ce ne fut qu'une accalmie dans la misère des travailleurs, misère qui a duré aussi longtemps que la tourmente révolutionnaire. En brumaire, les ouvriers des Gobelins se présentèrent devant les commissaires de la Convention : ils ne pouvaient plus travailler faute de bois. Tant bien que mal, on les secourut. Mais la charge était lourde. Pour l'alléger sans doute et encourager les ouvriers à s'engager aux armées de la République, il fut décidé que ceux qui partiraient ou étaient

(1) Secours de 10 sols pour un salaire de 100 à 150 livres.

— 12 — 60 à 100 livres.

— 16 — inférieur à 60 livres.

Lettre du ministre de l'Intérieur au président de la Convention,
Arch. nat., Q² 913.

(2) *Ibid.*

partis aux frontières recevraient un tiers de leur paye journalière et retrouveraient à leur retour leur place à la manufacture. Il y avait bien une autre mesure plus radicale et plus commode : le licenciement des ouvriers en tout ou partie. Le ministre, bien qu'il lui eût été possible de la justifier, ne voulut pas la prendre. « Ce serait, écrivait-il, ôter le pain à 500 ou 600 ouvriers chargés de famille et étrangers à tout autre talent (1). »

Non seulement les Montagnards s'efforcèrent de servir les ouvriers par des secours provisoires, des mesures intermittentes, au jour le jour, mais ils pensèrent à leur préparer pour l'avenir une condition meilleure et durable. Ils voulurent les organiser. La tentative se fit d'abord à Sèvres.

Les ouvriers de cette manufacture avaient dénoncé au ministre Paré, successeur de Garat, tout le hautpersonnel de leur maison « gangrené d'aristocratie ». Paré n'agissant pas, le Comité révolutionnaire de Sèvres porta l'accusation devant le Comité de Salut public. Les « aristocrates » Regnier, Hettlinger, Salmon, Caton furent arrêtés. Un décret de la Convention, du 18 septembre, les fit conduire à Sèvres entre gendarmes et garder à vue, à leurs frais, jusqu'à la fin de l'enquête confiée à un représentant délégué. Cette enquête, selon la lettre du décret, devait porter sur le fonctionnement de la manufacture,

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au citoyen Gillet, représentant du peuple. *Arch. nat.*, F¹² 1460.

après récollement et estimation des objets et effets contenus en ladite manufacture. Malgré ce qu'on en ait dit de l'intolérance politique des Jacobins, l'accusation « d'être aristocrate » n'était pas toujours suffisante et capitale (1).

A cette occasion, il est permis de dire qu'on a fait intervenir trop volontiers dans les moindres événements de la Révolution des questions de doctrine, de religion politique. L'arrestation du haut personnel de Sèvres, provoquée par l'accusation que l'on sait, n'était qu'un épisode de la jalousie, de la rivalité professionnelle qui existait entre artistes et ouvriers, des dissentiments qui avaient surgi entre eux sur le terrain économique et politique à la fois. Les ouvriers saisirent les prétextes et les armes de l'heure présente. Les artistes ne feront pas autrement quand viendra la réaction thermidorienne (2).

A ce moment, ces artistes se poseront en victimes du Comité révolutionnaire de Sèvres ou du conventionnel Battelier « auquel Dieu veuille pardonner ces injustices » (3). Ils accuseront les ouvriers d'avoir été révolutionnaires comme ils furent eux-mêmes accusés d'être

(1) Le Comité de Salut public, en fructidor an II, proposa de garder Hetlinger qui, invoquant sa nationalité suisse, demandait à être élargi et à quitter le territoire, de l'indemniser et de le réintégrer en sa place à la manufacture.

(2) Audran dénonce Belle, « vivement protégé par la faction tyrannique, membre de l'ancien comité révolutionnaire et au nombre de ceux sur lesquels votre décret de ventôse appelle la surveillance ». Lettre d'Audran aux Législateurs, 18 ventôse an III. *Arch. nat.*, O¹872.

(3) Lettre de Salmon au citoyen Besson, 17 floréal an III. *Arch. nat.*, F¹² 1495.

aristocrates. Le crime et le motif seront nouveaux, le procédé restera le même. Toute politique jalouse et agressive ne fut pas forcément jacobine. C'est pourquoi ces accusations, ces plaintes doivent être accueillies avec réserve. Ce sont des manœuvres qui recouvrent des conflits d'intérêts (1) plutôt que d'idées et dont on abusa. Chacun s'improvisait aisément accusateur ou se posait très vite en victime. Chanou lui-même, le directeur de Sèvres, qui fut à vrai dire un voleur, oubliera ses fautes professionnelles pour attribuer son renvoi à des motifs et à des adversaires politiques.

Le décret du 18 septembre qui ordonna l'enquête chargea Battelier, conventionnel en mission à Sèvres, de prendre en mains l'administration provisoire de la manufacture, et le ministre de l'Intérieur, à cette occasion, lui rappela que sa mission le mettait en mesure de prévoir mieux que personne non seulement les modifications à apporter dans l'organisation de la manufacture, mais les changements et les réformes à exécuter dans le personnel (2).

Battelier en prit bonne note. D'abord il fit la place nette. Il supprima la place du directeur Regnier qui, de l'avis d'Hettlinger lui-même, avait peu de connaissances et de talents et « n'était qu'une sorte de personnage à

(1) Belle poursuit Audran, directeur des Gobelins. Il prend sa place. Audran après thermidor dénonce Belle et le remplace à son tour.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur au C. Battelier, représentant du peuple, le 26 du premier mois de l'an II. *Arch. nat.*, O^s 872.

représentation » (1). En dépit de cela ou à cause de cela, Regnier touchait par an 7.000 livres d'appointements et gratifications fixes et recevait 3 0/0 sur les ventes. Le tout valait 18.000 livres « plus le chauffage, le luminaire et beaucoup d'autres douceurs ». Regnier faisait, par exemple, ses provisions au compte de la manufacture. C'était du reste l'usage directorial de s'approvisionner ainsi et de le faire largement. Notre directeur suivait la tradition (2). Autrefois la chose, à la rigueur, se pouvait comprendre. Le directeur était tenu à des dépenses, il allait souvent à la Cour et chez les Grands prendre leurs ordres : il fallait tenir voiture et se parer parce que c'était d'étiquette ; il devait encore donner à dîner, notamment une fois par semaine aux commissaires de l'Académie, et en cela Regnier faisait bien les choses (3).

Depuis, les temps étaient changés. Le directeur de Sèvres pouvait à présent vivre en petit bourgeois tout comme un autre. Battelier l'entendait ainsi. Il supprima la place et mit à la tête de la manufacture Chanou, déjà inspecteur, avec des appointements modiques et la défense expresse de s'approvisionner chez le garde-magasin.

Le désir de supprimer des abus, le goût pour la sim-

(1) Hettlinger au citoyen Coquéau. *Arch. nat.*, F¹² 1496.

(2) Pendant les six derniers mois de 1791, il consomma : 230 livres de chandelles, 235 livres d'huile fine, 90 livres de savon.

(3) Il paraît « qu'il s'occupait plus du faste de sa table que de la prospérité de son établissement ». Rapport au Comité de l'agriculture et des arts, 11 pluviôse an III. *Arch. nat.*, F¹² 1495.

plicité républicaine alors à la mode ne furent probablement pas les seuls motifs qui déterminèrent le conventionnel. Bien que Regnier, sur la proposition d'Haudry et surtout sous la pression des ouvriers, leur eût consenti des augmentations de salaire et quelques réformes intérieures, il n'avait pas été sans laisser certains mauvais souvenirs parmi son personnel. Bon homme au demeurant, il se montrait dur parfois pour ses subordonnés et ne partageait pas avec eux cette indulgence qu'il avait pour ses propres faiblesses.

Battelier en tint compte et, pour donner aux ouvriers un chef qui leur fût sympathique, il mena Chanou dans tous les ateliers et là, l'ayant proclamé Inspecteur en présence du juge de paix, des directeurs du département et du district, il demanda à tous les chefs et ouvriers s'ils n'avaient rien à reprocher à leur futur chef sur ses talents, sa conduite, son civisme. Cela valait une élection, car c'était l'époque du franc-parler, et la franchise des ouvriers se savait à l'abri de représailles sournoises.

Le résultat toutefois n'en fut pas heureux. Les adversaires de Chanou, pour qui il faisait figure de parvenu et qui ne le lui pardonnaient pas, affirment qu'il manquait de connaissances générales et n'avait guère de facilité pour exprimer sa pensée, encore moins pour l'écrire, enfin que son ascendant et son autorité sur les ouvriers étaient médiocres. Si ce jugement n'est pas sans sévérité et sans inexactitude, un fait reste établi. Non seulement Chanou suivit les pratiques abusives de son prédécesseur

et gaspilla les provisions de la manufacture (1), mais il retint par devers lui des fonds qu'il avait reçus du Trésor national pour les dépenses de l'établissement.

Faut-il croire que Battelier ait obéi à des sympathies politiques et choisi Chanou parce qu'il était membre du Comité révolutionnaire de Sèvres. Ce sont de vieilles pratiques et qui ne sont point perdues. Il se peut (2); mais il ne faut pas oublier que Chanou était déjà inspecteur à la manufacture, et le choix fait par le conventionnel ne manquait pas de logique.

A supposer que la situation politique de Chanou lui eût fait obtenir la direction de la manufacture, elle ne l'empêcha pas de la perdre. Ce fut précisément Brunet, le président du Comité révolutionnaire de Sèvres dont Chanou était membre, qui dénonça au Comité de l'agriculture et des arts les indécatesses de son collègue. La camaraderie républicaine n'avait pas encore appris à toujours fermer les yeux.

En même temps que la place de Regnier, furent supprimées celles de l'autre inspecteur et du caissier Barreau. Celui-ci avait négligé de faire rentrer des sommes considérables dues par des émigrés et d'assurer les créances de la manufacture. Par surcroît, pendant ses

(1) Il consumma dans les trois premiers mois : 175 livres de chandelles, 200 livres d'huile. Il avait les dents encore plus longues que Regnier.

(2) Battelier donna à la sœur de Chanou la place de brunisseuse qu'occupait la citoyenne Fontelliot qui pourtant avait « talents, pureté de mœurs et vertu ».

longues et fréquentes absences, on avait reçu à la caisse 15.000 livres de faux assignats. Battelier lui donna un mois pour faire toutes recettes nécessaires, assurer les recouvrements ou payer. Jusque-là il serait gardé par un gendarme à ses frais et ses biens serviraient de caution.

Certains attribuent aux hommes de la Révolution un esprit de destruction systématique et aveugle. Procéder ainsi à l'égard de Battelier serait se tromper une fois de plus. La situation de la manufacture appelait des réformes. L'administration en était fort relâchée et le contrôle financier presque nul. Dans cet établissement, dont les achats et les ventes étaient d'importance, la tenue des livres de commerce était négligée, et il ne se faisait pas de bilan annuel. Ces détails ne sont pas suspects : ils sont corroborés par le témoignage d'Hettlinger, membre de l'ancienne administration dont il partagea le sort, le même qui reconnaissait qu'il serait juste de « réduire le salaire des principaux employés, surtout du directeur » (1).

Le haut personnel supprimé, Battelier rendit les fonctions électives. C'était d'un libéralisme hardi et qui ne se peut surpasser. Puis, faisant intervenir les travailleurs dans la partie commerciale, il ordonna qu'un nouveau tarif de prix des objets serait établi par ceux d'entre eux qui avaient fabriqué ou décoré la porcelaine.

Les conséquences de ces réformes ne furent pas désastreuses. La fabrication fut moins fine peut-être, mais la chose tient aux exigences et aux goûts du temps plutôt

(1) Hettlinger au citoyen Coquéau, *Arch. nat.*, F¹² 1496.

qu'au zèle des ouvriers. En tous cas, l'administration établie par Battelier en vint à être regrettée (1).

*
* *

Les événements qu'on a vu s'accomplir à Sèvres se reproduisirent aux Gobelins et à la Savonnerie. Comme Regnier, et presque en même temps, Audran, le directeur des Gobelins, perdit sa place.

Après le départ de Roland, il s'était préoccupé de justifier son attitude passée et parfois s'était efforcé de devancer ou de dépasser la bienveillance de Garat envers les travailleurs, mais ceux-ci n'oubiaient pas ; ils pouvaient de plus garder quelque crainte de l'avenir et penser que seul le départ d'Audran les délivrerait de toute inquiétude. La Commune de Paris qui avait pris leur défense contre Roland n'avait pas davantage désarmé. Elle n'avait pas, on le sait, le goût des demi-mesures et devait estimer qu'il importait de faire partager à Audran le sort du ministre girondin, son protecteur. La victoire serait plus durable, l'impression plus profonde. Une occasion s'offrit. Lorsqu'on eut décrété que les ouvriers partis à la frontière recevraient le tiers de leur salaire, leurs camarades, engagés dans l'armée révolutionnaire, demandèrent à bénéficier de cette mesure. Audran en référa au ministre qui refusa. Comme fiche de consolation, il donnait l'assurance que chacun retrouverait sa

(1) « Elle aurait remédié à grand nombre d'inconvénients s'il eût pu la mettre en pleine activité. » Rapport au Comité de l'agriculture et des arts, 11 pluviôse an III. *Arch. nat.*, F¹² 1495.

place à la manufacture. Il y eut des mécontents et ils attribuèrent l'échec de leur demande à la mauvaise volonté du directeur. La Commune y vit un nouvel acte d'hostilité envers les ouvriers, révolutionnaires militants. Elle dénonça au ministre l'incivisme du directeur et demanda son renvoi. Le ministre répondit en réclamant une enquête qui fit la preuve de l'accusation. Dans le cas où celle-ci serait prouvée, il promettait « de remplacer Audran par un citoyen qui pût obtenir les suffrages des vrais républicains » (1).

Trois jours après, le Comité révolutionnaire de la section du Finistère interrogeait les ouvriers. Ceux-ci, se rappelant leurs déboires et leurs défaites, déclarèrent qu'Audran leur avait supprimé le salaire à la journée et les avait contraints à travailler à la tâche comme anciennement. Quelques-uns l'accusèrent, d'autre part, d'avoir donné à choisir au citoyen Mangelschott entre sa place à la manufacture et son grade de capitaine de la garde nationale, ce qui pouvait paraître une mesure d'intimidation à l'égard des autres (2).

La section trouva l'enquête probante. Pour l'empêcher de rester lettre morte, elle-même, moins d'une semaine après, se saisit d'Audran et le fit incarcérer. Après quoi, elle en avisa le ministre et la Convention (3).

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au Comité révolutionnaire de la section du Finistère, 13 frimaire an II. *Arch. nat.*, O^s 872.

(2) Extrait du registre des délibérations du Comité révolutionnaire de la section du Finistère, 13 brumaire an II. *Arch. nat.*, O^s 872.

(3) « Les sans-culottes du faubourg Saint-Marceau.. vous prévien-

Audran fut remplacé par Belle, le même qui s'était montré favorable aux revendications ouvrières et que Roland avait destitué. Belle se montra désormais revêtu de la démocratique Carmagnole et fit afficher sur la porte des ateliers : « Ici on se tutoie. »

Si les changements dans le personnel se firent aux Gobelins à la même date qu'à Sèvres, la réforme intérieure s'y fit attendre plus longtemps. Celle-ci d'ailleurs fut rattachée à une autre réforme dont il faut dire un mot.

Dès le mois d'août 1793, les ouvriers de Sèvres avaient protesté auprès du Comité de Salut public contre la négligence de Garat et de Paré. Ceux-ci, au mépris de la loi, n'avaient pas ordonné la destruction des chiffres et armes de la ci-devant maison de France qui décoraient les productions des manufactures nationales (1) et n'avaient pas fourni aux ouvriers artistes des sujets d'or-

nement qu'ils viennent d'incarcérer à Sainte-Pélagie le dénommé Audran, ancien ami de Roland et affilié depuis longtemps à toute la clique liberticide. » Lettre du Comité de surveillance de la section du Finistère au ministre de l'Intérieur, 22 brumaire an II. *Arch. nat.*, O² 872.

(1) En dehors des ouvriers, le sujet excita et avait déjà excité, pour ou contre, la verve des pamphlétaires et journalistes. « La manufacture de Sèvres », propose l'un, recevra un ordre pour ne plus fabriquer aucun vase qui ne présente à l'œil quelqu'un des amis de la Constitution (Jacobins et non autres) avec une couronne civique sur la tête et des immortelles formant cadre autour desdits portraits. Il ne sera fait exception que pour les vases de nuit, sur lesquels il sera permis de faire représenter par leurs peintres des aristocrates, des monarchistes, des amis de l'ordre, des amis de la paix, etc. Pamphlet, grande motion de M. de Chartres au club des Amis de la constitution en faveur des artistes peintres, sculpteurs et graveurs de Paris (s. l. n. d. in-8, 12 p.), cité par Aulard, *La société des Jacobins*, t. I, p. 477.

nements et de tableaux plus en harmonie avec leur civisme.

Paré écrivit à David. Il lui fit part des « sollicitations pressantes » des ouvriers et lui proposa de faire reproduire, « multiplier », ses deux tableaux de Lepelletier et Marat « qui vaudraient bien dans les auditoires des tribunaux et les salles d'assemblée des corps administratifs les tristes crucifix ou les portraits de rois harnachés dont notre gothique et servile superstition avait coutume de les parer (1) ».

Au début de frimaire, les ouvriers des Gobelins, voulant fêter Marat et Lepelletier, demandèrent au ministre, qu'ils invitèrent à la fête, l'autorisation d'emprunter à la manufacture; candélabres, orchestre, tentures et tapis et d'y arracher les fleurs de lys qu'ils brûleraient au pied de l'arbre de la liberté. Le ministre promit de venir à la fête s'il lui était possible et accéda aux demandes des ouvriers « dont il partageait les justes répugnances pour les restes impurs de l'ancienne servitude » (2). La chose eut lieu quelques jours plus tard. En présence du directeur Belle et des conventionnels délégués, on brûla solennellement dans la grande cour, au pied de l'arbre de la liberté, plusieurs tapisseries ornées de fleurs de lys et des « ci-devant armes de France ». A Sèvres, sur les

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au c. David, 29 du 1^{er} mois de l'an II. *Arch. nat.*, O² 871.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur au c. Belle, frimaire an II. *Arch. nat.*, O² 871.

réclamations des ouvriers d'abord et l'ordre du ministre ensuite, Regnier fit détruire « par sept personnes occupées sans relâche, pendant quatre heures, à casser et à briser » tout ce qui avait trait à l'histoire du tyran.

Au mois de messidor an II, la tentative de Paré fut reprise par le Comité de Salut public. Pour établir une liste de sujets de tableaux dignes d'être des modèles de goût et assurés de ne froisser en rien les idées républicaines, il décida de faire nommer un jury de douze membres, tant artistes que gens de lettres, car il ne s'agissait pas seulement de juger les tableaux au point de vue de l'art ou de la technique, mais encore sous le rapport de leur effet moral, « effet dont les gens de lettres sont meilleurs juges que les artistes eux-mêmes » (1).

Ces principes posés, le Comité de l'agriculture et des arts à qui, le 5 prairial an II, un arrêté du Comité de Salut public avait donné la haute main sur les manufactures nationales, proposa une première liste de jurés, de concert avec le Comité d'instruction publique. On y trouvait des artistes « connus par leur patriotisme et leur talent », des écrivains et des acteurs. On y ajouta des ouvriers élus par leurs camarades et le jury ainsi constitué (2) entra en séance à la fin de fructidor.

Certes, il se montra sévère et il élimina la plupart des tableaux soumis à son examen. On ne peut dire cepen-

(1) Rapport au Comité de Salut public. *Arch. nat.*, O^s 871.

(2) Le président fut Bitaubé, les secrétaires Legouvé et Boutet de Monvel.

dant qu'il se laissa uniquement guider par des préoccupations politiques. Des motifs d'art ou de technique, bien ou mal fondés, intervinrent souvent dans ses arrêts. 136 sujets, par exemple, furent rejetés comme insuffisants au point de vue artistique. Les « Boucher » furent écartés comme tels (1) !

Au reste, un peu de rigorisme et d'intolérance est ici excusable et ne fait que prouver l'ardeur de la foi, l'enthousiasme quasi-religieux des hommes de la Révolution. De tous temps, dans l'histoire, les chefs d'une religion nouvelle ont été iconoclastes. De tous temps aussi ils attribuèrent aux arts une influence véritable sur la morale et les mœurs. Le jury de fructidor fut à leur image. C'est pourquoi il dressa entre les artistes un projet de concours où, après avoir recommandé à ceux-ci de suivre « le bon goût et le beau style antique », il les invita à représenter pour la postérité les grandes scènes de la Révolution française et des Républiques anciennes. « Couvrir une vertu utile du voile ingénieux de l'allégorie, charmer les yeux, plaire à l'esprit et l'instruire, respecter les mœurs et la sévérité des principes républicains » (2), tel était, en son style, le résumé et la conclusion du programme.

(1) 120 sujets (sur un total de 321) furent déclarés anti-républicains ou fanatiques : « Berthélemy » refusa « *Le siège de Calais* » comme « contraire aux idées républicaines : le pardon accordé aux bourgeois de Calais leur étant octroyé par un tyran... sur les larmes et supplications d'une reine et du fils d'un despote. »

(2) Programme de concours... *Arch. nat.*, O³ 872.

Ils se promettaient merveille de cet art où l'allégorie mêlerait l'antique et le moderne. Qu'il en soit sorti des œuvres froides, que ces allégories perpétuelles semblent banales et ennuyeuses, il se peut : c'est affaire de goût. Il ne faut pas pour cela se hâter de jeter la pierre au Comité de Salut public et au jury de l'an II. La réforme se fût faite d'elle-même, s'il est vrai que la littérature et l'art sont le reflet de leur époque. Il n'y a pas à regretter ni à s'indigner. D'ailleurs, pour ceux qui manifestent des regrets et crient au sacrilège, l'art n'est souvent qu'un grand mot dont ils abusent et qui ne recouvre que des préférences dictées par la mode ou le snobisme.

Mais il est une tâche plus importante que le même jury mena à bien. La question de la discipline dans les manufactures, de l'avancement, des salaires n'avait pas été résolue. Les promesses de la jeune Révolution n'avaient pas été tenues. Les ouvriers demandaient un règlement nouveau et libéral.

Au début de prairial, le Comité de Salut public songea à leur donner satisfaction. Rejetant définitivement le mode de paiement à la tâche, difficile et compliqué (dans les tapisseries, le visage était payé plus cher que les mains et les pieds, ceux-ci plus cher que les draperies), il se proposa de fixer un salaire calculé sur les besoins des ouvriers et gradué sur leurs talents (1). Ce projet ne

(1) Rapport au Comité de l'agriculture et des arts. *Arch. nat.*,
F^{rs} 1509.

reçut son exécution que dans le courant de fructidor. — Le 2 fructidor, il fut arrêté que le jury, formé pour l'examen des tableaux mis au concours, répartirait les ouvriers des Gobelins et de la Savonnerie en un certain nombre de classes, auxquelles correspondraient des salaires nouveaux. Pour corriger l'incompétence, pour éviter l'arbitraire, le jury, aux termes de l'arrêté, comprendrait trois ouvriers élus par leurs camarades (1). C'était apporter aux artistes la collaboration de praticiens avertis, c'était assurer aux travailleurs des garanties très précieuses.

Un règlement fut élaboré. Les ouvriers étaient divisés en 4 classes, suivant leur talent et leur application au travail, et les salaires variaient entre 7 livres et 4 livres (2).

Ce classement devait être périodique. Chaque année, un jury se réunirait et jugerait d'après le travail fourni par chacun. On se flattait ainsi d'entretenir une émula-

(1) « Cette adjonction qui est dans l'esprit de la démocratie apportera aux ouvriers beaucoup plus de confiance. » Rapport au Comité de Salut public. *Arch. nat.*, O² 872.

(2) La 1^{re} cl. comptait 11 ouvr. aux Gobelins, 5 à la Sav. à 7 liv.
 2^e — 12 — 4 — 6 —
 3^e — 15 — 10 — 5 —
 4^e — 19 — 4 — 4 —

Les deux premières classes ne pouvaient contenir plus de la moitié des ouvriers.

— Les apprentis recevaient eux aussi un léger salaire :

1^{re} classe 2 livres.

2^e — 1 l. 50.

3^e — 1 l. 25.

Rapport à la Commission de l'agriculture et des arts. *Arch. nat.*, O² 871.

tion féconde en mettant la récompense à côté de la sanction. Les ouvriers pouvaient espérer avancer, craindre de rétrograder. Pourtant, si on entendait donner une prime aux jeunes talents, on ne voulait pas traiter durement les vieux serviteurs. Il serait « pardonné » à ceux dont l'âge a émoussé la finesse des yeux, car « il ne faudrait pas punir l'individu d'une imperfection qui est la suite nécessaire des lois de la nature » (1).

Ce règlement fut approuvé, le 8 vendémiaire, par le Comité de l'agriculture et des arts qui arrêta que les nouveaux salaires auraient un effet rétroactif et seraient « censés courir à partir du 1^{er} prairial ». Les ouvriers l'accueillirent avec une joie avivée par l'attente. Cependant il n'était pas sans défauts et sans lacunes comme il apparut à l'usage.

Comment seraient payés les vieux ouvriers ? Le règlement ne contenait à leur égard qu'une généreuse déclaration de principes. Il y en avait quelques-uns aux Gobelins qui avaient cessé tout travail et que l'on occupait à assortir et dévider les laines. Ils touchaient même paye qu'au temps de leur pleine activité. Seraient-ils à l'avenir classés d'après leurs ouvrages précédemment faits ? Conserveraient-ils la totalité du salaire afférent à cette classe ou auraient-ils une retraite moindre ? Et ceux d'une même classe, leur retraite serait-elle égale pour tous ou proportionnée pour chacun au nombre de ses

(1) *Arch. nat.*, O² 871.

années de travail ? Le Comité de l'agriculture et des arts refusa en principe de conserver solde entière aux ouvriers hors d'état de travailler. Les autres questions reçurent une solution provisoire, puis les temps changèrent et l'intérêt fut ailleurs.

Il n'en persista pas moins un malaise parmi les travailleurs âgés. Ceux qui se virent plus tard rétrograder crièrent à l'injustice (1). Ils se figuraient que l'ancienneté tenait place de talent — il est vrai qu'il en va souvent ainsi — sans songer au péril qu'ils faisaient courir à la manufacture menacée de perdre sa bourdonnante activité pour devenir une maison de retraite, un asile de vieillards.

Ces mécontentements, les protestations de quelques autres n'auraient pas longtemps persisté. Les ouvriers, la majorité du moins, se seraient adaptés au règlement, soumis au jugement annuel, porté par des hommes dont trois étaient leurs pairs et leurs élus. Quant à la question des retraites, elle aurait pu être résolue et précisée comme le demandait Belle dès le début (2).

Si la Montagne secourut et favorisa les ouvriers autant que le lui permirent la détresse financière et les difficultés

(1) Réclamation de Joannès qui proteste sans se lasser jusqu'en messidor an VIII, de Sabin, à la Savonnerie, à qui le Comité d'agriculture et des arts répondit « qu'il regardait comme non avenue toute réclamation de ce genre ». Lettre du Comité au citoyen Sabin. *Arch. nat.*, O³ 907.

(2) Lettre de Belle au Comité de l'agriculture et des arts, 4 fructidor an II. *Arch. nat.*, O³ 871.

du moment, il reste à se demander les raisons de cette sollicitude.

Est-ce par crainte, pour prévenir l'émeute, qu'elle s'occupa d'assurer le pain aux ouvriers en même temps qu'à tout le peuple des faubourgs ? Il ne semble pas. C'est au nom de « l'humanité et de la justice », on l'a vu, que ministres et conventionnels veulent soulager la misère des travailleurs (1).

C'est au nom des mêmes principes qu'ils s'interdisent de fermer les manufactures, legs de la ci-devant monarchie ou de les vendre aux amateurs — particuliers ou sociétés — qui se présentent et aussi parce que, dans leur enthousiasme jacobin, ils rêvaient toutes les gloires pour la France républicaine (2).

Pourquoi ne pas tenir ces déclarations pour spontanées et sincères, n'y voir qu'une rhétorique de ministres et de politiciens ? La Montagne, dont la vie ne fut qu'une lutte âpre et sans merci, ne peut être suspectée de crainte ni de faiblesse.

Elle ne s'en tint pas d'ailleurs à des mesures d'assistance, mais, sûre de gouverner, elle n'hésita pas elle-même à émanciper davantage les ouvriers. Parce qu'elle avait foi dans le progrès et volonté de le servir, elle se

(1) Rapport déjà cité.

(2) « Elles (les manufactures) n'enrichiront jamais la République, mais elles attesteront du moins sa supériorité sur toutes les autres nations. » — Lettre du ministre de l'Intérieur au citoyen Gillet, représentant du peuple, nivôse an II. *Arch. nat.*, F¹² 1460.

préoccupa d'organiser les travailleurs, de leur préparer un meilleur avenir. A y bien songer, c'était un premier pas, un premier élan vers l'organisation d'un prolétariat, jusque-là incohérent et sans défense, en groupements réguliers et puissants.

Toutes ces réformes ouvrières sont en harmonie avec l'esprit de la politique montagnarde. La Constitution de 93 qui exprima l'idéal démocratique de la Montagne laisse apercevoir combien il y avait de largeur d'esprit et de libéralisme chez ces hommes que les événements et les dangers obligèrent à imposer un Gouvernement de fait autoritaire et fortement centralisé. Les mesures prises à l'égard des ouvriers des manufactures nationales prouvent que cette Constitution de 93 ne fut pas un accident, qu'elle témoigne de leur véritable doctrine et de leurs sentiments profonds, qu'ils voulaient émanciper le peuple, le faire participer au pouvoir, lui donner réellement la souveraineté qu'on venait de lui promettre et qu'on lui promet encore.

Les ouvriers surent-ils répondre aux efforts de la Montagne ? Leur histoire sous le Directoire le montrera. Dès maintenant, une conclusion est permise. S'ils négligèrent de mettre à profit les leçons et l'élan reçus des Montagnards, s'ils laissèrent une bourgeoisie, de plus en plus égoïste, mais du moins active et point routinière, tirer à elle tous les profits de la Révolution, leur est-il permis de se borner ensuite au rôle d'accusateurs et ne doivent-ils pas prendre leur part dans les responsabilités ?

CHAPITRE IV

LES THERMIDORIENS ET LES OUVRIERS DES MANUFACTURES NATIONALES

Situation précaire des ouvriers de Beauvais. — Bonnes intentions du Comité de l'agriculture et des arts. — Mesures contradictoires. — Réaction. — Misère des ouvriers. — Secours et avances. Caractère équivoque de la politique thermidorienne à l'égard des ouvriers.

Après s'être vu enlever, par l'économie hostile de Roland, les avantages professionnels obtenus de la Royauté, en 1791, les ouvriers des manufactures nationales, une fois les Girondins tombés, avaient trouvé chez les Montagnards une sollicitude et un libéralisme généreux. Si leurs misères, pansées un moment, n'étaient pas guéries sans retour, — le budget dispose — la Montagne tout au moins, en les organisant, en les émancipant presque, les avait mis à même d'aborder l'avenir avec quelque assurance et quelque réconfort.

Vint le 9 thermidor et la chute des Montagnards. L'événement, il va sans dire, ne bouleversa pas tout de suite la vie et la condition des ouvriers de Paris, de Sèvres ou de Beauvais. Peu de choses d'abord parurent changées pour eux.

Le Comité de l'agriculture et des arts à qui, par un

décret du Comité de Salut public (5 prairial an II), avait été attribuée la haute direction et la surveillance des manufactures nationales, ne se désintéressa pas de celles-ci.

Beauvais, dont la situation était toujours incertaine, eût motif de reprendre espoir. Depuis deux ans, ses tapisseries ne travaillaient guère ou point du tout. Or, la livre de pain de seigle coûtait 5 livres.

Le Conseil général de la commune demanda en termes glorieux le rétablissement de cette manufacture « où des soies et des laines grossières s'animent et prennent vie sous les doigts de l'ouvrier dont l'ouvrage surpasse le chef-d'œuvre qui lui a été donné pour modèle » (1). Au besoin, proposait-il, on pourrait réunir sous la même direction la manufacture de Beauvais et celle des Gobelins, ce qui procurerait une diminution de frais généraux.

Les ouvriers élevant « leurs voix plaintives », insistèrent auprès de leur député, rappelant qu'au mois de prairial dernier « les Montagnards leur avaient accordé un secours de 2 livres et qu'ils s'occupaient des moyens de faire revivre cet utile établissement quand la révolution de thermidor avait retardé leurs bonnes résolutions (2) ».

Le Comité de l'agriculture et des arts ne voulut pas que le temps et les hommes d'avant thermidor fussent regret-

(1) Lettre du Conseil général de la Commune de Beauvais au Comité de l'agriculture et des arts, 5 pluviôse an III. *Arch. nat.*, F¹⁵ 1460.

(2) Lettre des ouvriers-artistes de Beauvais au représentant du peuple, 7 pluviôse an III. *Arch. nat.*, F¹⁵ 1460.

tés. Un décret (13 avril an III) confia à Camousse l'administration provisoire de la manufacture de Beauvais sous la surveillance du directeur des Gobelins. L'ouvrage se ferait à la tâche comme dans le passé et non à la journée, et la main-d'œuvre serait payée trois fois le prix fixé en 1789. Les fonds nécessaires seraient remis à Camousse par les soins du Comité d'agriculture et des arts sous justification de leur emploi en bonne et due forme (1). La manufacture de Beauvais était sauvée.

Procédant dans cette voie attentive de réorganisation, le Comité déjà avait décidé d'ouvrir à nouveau l'atelier de teinture des Gobelins et de créer à côté un établissement central destiné « au perfectionnement et à l'enseignement de l'art de la teinture ». A sa tête devait être placé un chimiste-directeur dont le rôle était défini en termes fort bons : « Il s'occupera d'une suite d'observations et d'expériences qui puissent servir de fondement à une bonne théorie de l'art de la peinture et à bannir de sa pratique les tâtonnements et la routine pour y substituer la méthode et l'analyse. » Le chef teinturier exécuterait les essais et expériences que le chimiste-directeur jugerait à propos de faire en grand. L'intention était bonne, le programme était beau. On s'en tint aux bonnes intentions et au papier du programme.

Une autre mesure fut annoncée que les ouvriers apprécièrent davantage. Leurs salaires furent légèrement aug-

(1) *Procès-verbaux du Comité du commerce, de l'agriculture*, t. III, p. 88 (éd. F. Gerbaud et Schmidt).

mentés (1). Pour comble de sollicitude et par surenchère de bienveillance, cette augmentation était déclarée rétroactive et courait à partir du 1^{er} prairial an II. Les ouvriers remercièrent avec reconnaissance, dirent tout l'espoir qu'ils avaient en la Convention « dont ils avaient déjà éprouvé les bienfaits ». Ils remerciaient et espéraient trop vite.

Attentif à rendre meilleure la condition des ouvriers, le Comité écouta leurs premières plaintes. Sur la réclamation de Vautrin, premier garçon de magasin à Sèvres, moins payé que le deuxième garçon, Bouin, et qui se plaignait de ce passe-droit, il demanda compte au directeur Chanou de tous les changements que celui-ci avait pu faire dans le salaire et la place des ouvriers depuis l'époque où le conventionnel Battelier avait cessé de donner des ordres dans la manufacture. Après quoi, le Comité fit défense à Chanou de procéder, à l'avenir, à aucun changement ni nomination sans son ordre formel. Sans doute cette mesure était-elle inspirée du désir de mettre les ouvriers à l'abri de tout arbitraire directorial ; seulement, si l'on se rappelle que Battelier avait mis les emplois supérieurs à l'élection, donné aux ouvriers une certaine autonomie avec le droit d'intervention, assuré un jeu large à l'action combinée des travailleurs et de leurs chefs, on se met à penser que cette mainmise du Comité

(1) Pour les ouvriers, 7, 6, 5, 4 livres selon la classe, pour les apprentis 2 l., 1 l. 50, 1 l. 25. Arrêté du Comité A. et A. 8 vendémiaire an III. *Arch. nat.*, O^s 871.

sur l'administration de la manufacture ne touchait pas seulement le directeur et qu'elle était susceptible de se retourner peu à peu contre ceux qu'au début elle prétendait servir.

Parce que telle ne fut pas vraiment l'intention cachée du Comité de l'agriculture et des arts ou bien pour rassurer les ouvriers en leur montrant qu'on n'en voulait pas à leurs droits mais seulement aux abus, on les invita, le mois suivant, à signaler tous ces abus qui pourraient être à leur connaissance.

Les réponses n'offrent qu'une maigre importance et qu'un médiocre intérêt. L'un demande une augmentation, l'autre un logement, un prudent anonyme est d'avis que Chanou partage son grand jardin « en plusieurs portions et en donne aux ouvriers qui n'en ont point (1) ». Faut-il croire que les ouvriers n'avaient plus de grandes réformes à désirer ou qu'ils n'étaient plus capables de les formuler ?

Or, pendant qu'on revenait ainsi en faveur des ouvriers à cette politique jacobine, on se mettait à réintégrer dans les manufactures les chefs et les artistes chassés, les années précédentes, par leurs camarades révolutionnaires. Le peintre Cornaille revint le premier. Il avait été destitué par Battelier pour propos inciviques. Il avait protesté de son républicanisme et Battelier, après lecture des pièces justificatives, se proposait de le réintégrer

(1) Lettre au Comité de l'agriculture et des arts, 20 frimaire an III. *Arch. nat.*, F¹³ 1496.

lorsqu'il quitta la manufacture. Le Comité de l'agriculture et des arts, saisi d'une nouvelle pétition de Cornaille, la transmet à Chanou, le priant de prendre l'avis des chefs et ouvriers de l'ancien atelier du peintre. Tous ayant demandé le retour de leur camarade, celui-ci put revenir.

Le mois suivant, les artistes Caton et Fontaine suivirent, cette fois sans qu'on demandât leur opinion aux ouvriers, soit qu'on eût à se défier davantage de la réponse, soit qu'on crût avoir moins de ménagements à garder.

Ce retour de Caton et de Fontaine pouvait bien simplement s'expliquer et se justifier à une époque où le gouvernement d'après thermidor, pour justifier thermidor, ne parlait que de réparation, de réconciliation, d'apaisement. Il n'est pas moins vrai que réparation et apaisement se font toujours aux dépens de quelqu'un. Caton et Fontaine avaient été arrêtés et destitués pour défaut de certificat de civisme ; en réalité, comme on se souvient, ils avaient été poursuivis par leurs camarades pour avoir fait opposition à leurs idées politiques et surtout à leurs revendications économiques et professionnelles. Leur retour, imposé par le gouvernement, était une sourde menace pour les idées des ouvriers jacobins et leurs succès récents.

Trois mois après, la menace se précisa. Caton, le plus ardent des contre-révolutionnaires, fut nommé « chef du département de la peinture ». On déclara que sa destitu-

tion avait été illégale et qu'au reste il avait été la victime de mauvais ouvriers, impatients de sa sévérité et sa vigilance. Cette fois, les travailleurs des manufactures étaient avertis qu'il y avait quelque chose de changé.

Après cette préparation prudente et ce geste décisif, le Comité entama résolument l'organisation que Battelier avait donnée à la manufacture de Sèvres (1). Appliquant un système qui devait trouver grande faveur en politique on mit à la tête de la manufacture un Directoire de trois membres dont les pouvoirs étaient égaux, la responsabilité commune. Sans crainte d'émietter davantage l'autorité et la responsabilité de ces chefs, il fut décidé que deux de leurs signatures seraient nécessaires pour valider chaque acte de la direction.

Une lettre officielle déclare que cette organisation réunit la très grande majorité des suffrages. Mais elle reconnaît sans malice que la proclamation en fut faite dans les ateliers par un membre du Comité de l'agriculture et des arts, « afin d'éviter les altercations que les mécontentements particuliers pourraient faire naître » (2).

Il y avait motif de redouter un peu plus que des « mécontentements particuliers ». On sait combien d'importants

(1) Berthollet élaborait un nouveau règlement. « Les chefs d'ateliers étaient astreints, pour donner l'exemple du zèle et de l'activité, à se rendre les premiers à leurs ateliers respectifs et à en sortir les derniers. » Extrait du règlement, floréal an III. *Arch. nat.*, O^s 913.

(2) Lettre au Comité d'agriculture et des arts, 13 pluviôse an III. *Arch. nat.*, F¹² 1495.

tance la grande majorité des ouvriers avaient attaché à la suppression du travail à la pièce, combien ils avaient mis d'espoir de justice et de bien-être dans l'établissement du salaire à la journée. Le nouveau règlement donnait à la direction le droit de rétablir le travail à la pièce quand elle le jugerait utile : il lui suffisait de se concerter avec les chefs d'ateliers, formalité facile à remplir et condition bien illusoire. Le choix qui fut fait des directeurs acheva de préparer ce retour aux choses passées. Hettlinger, Salmon, François Meyer furent mis à la tête de la manufacture. Ce choix était tout un programme, toute une réaction. C'étaient eux qui, pour avoir manifesté aux réformes essentielles une opposition sourde et prudente parfois, mais jamais démentie, avaient été destitués et emprisonnés par les militants ouvriers. Hostiles aux changements timides du début, ce n'est pas dans leur prison qu'ils avaient acquis quelque indulgence pour les réformes profondes opérées par Battelier. De fait, ils trouvèrent tout pour le pis dans la manufacture : « langueur dans le travail, insubordination et mépris pour les chefs, abus d'autorité, injustices pour les uns, faveurs envers les autres, dilapidations, négligences, fabrication inférieure » (1). Pareilles appréciations dans leur vague sont souvent possibles et toujours de circonstance.

Remis en bride et humiliés, menacés de perdre l'indépendance et les avantages acquis, les travailleurs n'eurent

(1) Rapport de Salmon, Meyer, Hettlinger (sans date). *Archives de la manufacture nationale de Sèvres.* H⁷.

rent pas la consolation de voir s'améliorer leur situation pécuniaire. Le Comité de l'agriculture et des arts leur avait accordé une augmentation de salaire qu'il avait bien voulu faire remonter au 1^{er} prairial, mais deux mois après, les ouvriers « sans argent, sans crédit », loin d'avoir reçu l'augmentation si généreusement promise, n'ont pas même touché leurs salaires. C'était d'une ironie assez cruelle. Des ouvriers de Sèvres s'en allèrent ; ceux qui le purent, ceux que leur talent hors pair fit rechercher par les fabriques particulières. La manufacture fut menacée de perdre ses meilleurs éléments. Chanou poussa un cri d'alarme. Le Comité de l'agriculture et des arts, reconnaissant que la misère des ouvriers était réelle, accorda, en frimaire, une somme de 5.000 livres destinée à parer aux dépenses de la manufacture et à permettre aux ouvriers des avances qui seraient retenues sur leurs salaires. En revanche, peu après, sous prétexte que les ouvriers étaient payés au mois, on ne leur donna aucun salaire pour les 5 jours sans-culottides. Pas d'argent et les vivres étaient chers : 11 à 12 sols la livre de pain « très médiocre », 50 sols la livre de viande. Cependant il est de toute justice « que celui qui travaille subsiste » (1), protestaient ces miséreux devant le cri de « vivre en travaillant » que pousseront un demi-siècle plus tard les canuts affamés et révoltés.

La loi du 4 pluviôse étant venue accorder une augmen-

(1) Lettre des ouvriers au Comité de l'agriculture et des arts, 1^{er} pluviôse an III. *Arch. nat.*, F¹² 1495.

tation de traitement à tous les fonctionnaires et salariés de la République, les ouvriers des manufactures nationales s'attendirent à bénéficier de cette loi dont le but, pensaient-ils, était « d'établir un équilibre entre l'excessive cherté de toutes choses nécessaires à la vie et le traitement de tous ceux que la République emploie et salaire (1) ». Il leur fut répondu que la loi n'était pas faite pour eux.

Pourtant, le mois suivant, un décret accorda aux trois manufactures une augmentation d'un tiers sur les salaires de 1790. Mais le Comité, sachant que rien ne dure davantage et ne devient plus facilement définitif que les mesures provisoires, prit la précaution de déclarer que cette augmentation d'un tiers n'était qu'un supplément de salaire qui durerait le temps de la cherté des vivres. Malheureusement, le prix des denrées ne diminua point et les salaires dus ne furent pas payés. Enfin, le 9 floréal, le Comité consentit à voter un crédit de 30.000 livres en faveur des ouvriers de Sèvres. Ceux des Gobelins et de la Savonnerie que leur silence sans doute faisait oublier redirent quelle était leur misère. Le tison de haricots coûtait 6 livres, les pommes de terre se payaient 25 livres le boisseau. Encore fallait-il perdre beaucoup de temps à attendre à la porte des boutiques. Il fut consenti aux ouvriers parisiens les mêmes avances qu'à ceux de Sèvres.

(1) Rapport au Comité de l'agriculture et des arts, 1^{re} ventôse an III. Arch. nat., O³ 907.

Ce n'était pas d'une générosité exemplaire. Les manufactures privées s'étaient montrées plus larges, plus justes. Selon le rapport de la Commission de l'agriculture et des arts, « elles avaient augmenté les salaires à proportion du prix que se vendent les objets fabriqués » (1).

Mais avances et augmentations ne pouvaient suffire. Les salaires journaliers avaient beau atteindre 12 livres 6 sols pour la première classe, 8 livres 6 sols pour la quatrième. C'était insuffisant, lit-on dans un rapport au Comité de l'agriculture et des arts (2).

Les salaires furent élevés de trois livres. Rien n'y fit. Un mois après, les tapissiers des Gobelins et de la Savonnerie durent crier une fois de plus leur détresse. Ils produisirent des chiffres éloquentes. Au 1^{er} prairial, date de leur classement par le jury, leurs salaires étaient de 4 à 7 livres. Aujourd'hui, toute augmentation comprise, ils touchaient entre 11 et 15 livres. Cependant le pain qui valait 30 sols la livre se payait 12 à 16 livres (il est vrai que l'administration des subsistances leur fournissait 7 livres 1/2 de pain tous les cinq jours). Les pommes de terre, dont on avait un boisseau pour 20 à 30 sols, se devaient payer 24 à 30 livres, une chemise de 20 à 30 livres en coûtait 200, une paire de souliers se vendait 100 livres (3).

(1) Rapport au Comité de l'agriculture et des arts, 18 prairial an III. *Arch. nat.*, O^s 871.

(2) Rapport au Comité de l'agriculture et des arts, 9 thermidor an III. *Arch. nat.*, O^s 872.

(3) Lettre des ouvriers des Gobelins, fructidor an III. *Arch. nat.*, O^s 871.

Bref, le salaire était juste triplé tandis que toute chose était vingt fois plus chère. Non loin, les carriers de la rue Mouffetard gagnaient 21 livres, les limousins 18 livres, plus que les tapissiers des Gobelins qui étaient artistes et s'intitulaient tels.

A Sèvres, même misère et mêmes plaintes. Le Comité de l'agriculture et des arts en profita pour engager les directeurs à fournir aux ouvriers du travail à la tâche. « Ainsi, disaient-ils, les hommes laborieux seront en état de subvenir à leurs besoins. » C'était l'application sournoise (les ouvriers de Sèvres étant d'humeur peu docile et redoutée), l'acceptation obligée pour la plupart de ce court article du nouveau règlement qui tentait de rétablir le travail à la tâche.

Une impression se dégage de toute cette politique thermidorienne. C'est le caractère contradictoire, équivoque des mesures prises à l'égard des ouvriers : tentatives, mieux vaut dire promesses, d'améliorations matérielles, ménagements, respect apparent pour les droits acquis, puis sape sournoise et mesures réactionnaires. Ces contradictions s'expliquent. Si les différents comités et commissions furent épurés et modifiés, il y demeura un reste de l'esprit montagnard, des débris du parti jacobin survécurent avec qui il fallut compter. Les hommes de thermidor comprirent la nécessité de ne pas imposer un changement trop brusque et significatif. Robespierre abattu, il n'y avait, selon leurs assurances, qu'un tyran

de moins. La Révolution faite par le peuple continuait, la République faite pour le peuple restait plus démocratique que jamais. Ils firent semblant de mettre d'accord actes et paroles. Ajoutez que le gouvernement qui avait abrogé la loi du maximum, rendu possibles les excès des accapareurs, se sentait responsable de la misère publique. Il savait que le peuple l'en tenait responsable, l'accusait de vouloir par là affamer et décimer les révolutionnaires. Il eut donc la précaution de prendre quelques mesures en faveur des ouvriers. Mais s'il y eut quelques gestes sincères, on garde une méfiance invincible contre ces gestes qui ne s'achèvent point, ces décisions qui n'aboutissent pas et sont contredites par d'autres dès qu'elles semblent trop ramener le passé. Politique sans franchise, ambiguë, qui n'est plus, de très loin, celle de la Montagne, qui n'est pas encore cyniquement celle du Directoire.

CHAPITRE V

1794-1799

Les ouvriers des manufactures nationales et le Directoire. — Pillage des manufactures par les Directeurs. — Misère des ouvriers. — La question du repos du dimanche. — Inquiétudes du Directoire. — Encouragements vis-à-vis des ouvriers. — Détresse profonde et générale. — Résignation et docilité des ouvriers. — Leur soumission sans conditions. — Leur situation à la fin de la Révolution.

Le règne du Directoire fut le développement et très vite l'épanouissement, si l'on peut dire, de la politique préparée par les thermidoriens à l'égard des manufactures nationales.

La Convention finissante avait fait aux trois manufactures quelques commandes importantes qui devaient lui permettre de faire cadeaux et politesses aux ministres et ambassadeurs étrangers. Ces commandes officielles furent les bienvenues. C'était une façon élégante d'assister les ouvriers dans la misère, à condition de payer. Le 21 vendémiaire an IV, le ministre de l'Intérieur observa que les ouvriers n'avaient touché aucun salaire depuis deux mois et la manufacture ne pourrait les payer que si

elle n'éprouvait pas de retard dans le recouvrement des sommes dues par le gouvernement (1).

Le Directoire continua ces pratiques. Avec une magnificence royale il multiplia les commandes et les cadeaux. En furent honorés M. d'Haugwitz, ministre du roi de Prusse, ou bien l'ambassadeur du roi d'Espagne, ou bien l'envoyé du landgrave de Hesse-Cassel ; d'autres encore. Leurs secrétaires ne furent pas négligés, ni leurs domestiques non plus : 600 livres furent consacrées aux valets du ministre plénipotentiaire du duc de Wurtemberg. La liste de ces présents est longue, très longue. Rois, princes, principautés, villes sont l'objet de cette prodigalité républicaine.

Les directeurs n'eurent garde de s'oublier. S'ils tinrent leur première séance, assis sur quelques méchants tabourets, autour d'une table boiteuse au Luxembourg, ils surent se rattraper. Ils puisèrent au garde-meuble national, se firent livrer tentures et porcelaines en abondance et du meilleur (2). Plus tard, le citoyen Barras, pour meubler les pièces de son nouvel appartement, prendra aux Gobelins une fourniture de 22.725 livres, valeur en numéraire. C'était le pillage. Tant et si bien

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur, 2 vendémiaire an IV. *Arch. nat.*, F¹³ 1495.

(2) Sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, Sèvres livre « 6 cabarets complets et leurs accessoires dans le genre le plus riche et le plus moderne », valeur 38.404 livres, valeur en numéraire représentative de 304.244 livres en assignats (Lettre du directeur de Sèvres au ministre de l'Intérieur, 29 brumaire an IV. *Arch. nat.*, F¹³ 1495).

que le ministre de l'Intérieur, « pour empêcher les abus », voulut que toute demande de ce genre passât par ses mains.

Si le Directoire achète beaucoup, il ne paye guère.

Les ouvriers sombrent dans la misère. L'arriéré de leurs salaires n'est jamais soldé. La baisse constante des assignats permet de fixer arbitrairement le prix de leur travail, de le faire tomber à une somme dérisoire. Le gouvernement peut bien prétendre qu'il a augmenté les salaires, donner des chiffres impressionnants : au début de pluviôse, les salaires, doublés ou triplés selon la classe, arrivent à atteindre 20 livres par jour pour les uns, 148 livres pour les autres. A Beauvais, où on a rétabli le travail à la tâche, les ouvriers gagnent encore 200 livres par semaine. Mais l'assignat de 100 livres vaut 50 sols en numéraire, les tapissiers ne peuvent vivre, « bien qu'ils travaillent du matin au soir comme des chevaux. Il ne leur reste que misère et désespoir » (1). Tous demandent à être payés en numéraire, ne serait-ce que de moitié. Ou bien qu'on leur donne des prestations en nature.

On les écoute. Ils reçoivent une livre de pain par tête à nourrir, plus une livre de viande tous les cinq jours. Voilà leur grosse faim calmée.

A peine deux mois après, les artistes de Sèvres sont inscrits au rôle de l'emprunt forcé qui ne devait porter

(1) Lettre de Camousse, directeur de la manufacture de Beauvais, au chef de la 4^e division au ministère de l'Intérieur, 14 ventôse an IV. *Arch. nat.*, O² 858.

que sur les riches. On les taxe à 100 ou 150 livres, valeur en numéraire. Trois mois après, nouvelle alerte. Le Directoire a distribué les citoyens par classes. Il a fixé le prix du pain et de la viande que devait payer chaque classe. Voilà le boulanger qui, en vertu d'un ordre du Bureau central de Paris, veut faire payer aux ouvriers le pain douze fois plus cher qu'auparavant. Cela n'est pas juste, disent ceux-ci. Les prestations en nature font partie de leur traitement. Il faut les exempter de la mesure ou leur donner compensation. C'est ce qu'on fait.

Ce gouvernement, si avare de sollicitude envers les ouvriers, continue à mettre les manufactures en véritable coupe réglée. Les directeurs y viennent chercher une pièce pour eux-mêmes ou galamment y mènent un ambassadeur faire son choix d'un présent. Ces jours-là, par ordre du ministre, tous les artistes sont à leur poste avant l'heure de la visite et l'on prépare une exposition de ce qu'il y a « de plus beau et de plus recherché ».

Ces jours-là aussi on renouvelle aux manufactures les promesses alléchantes : « Je vous prévienne, écrit un chef de division du ministère à la direction de Sèvres, que la quantité de porcelaines choisies sera payée promptement à la manufacture en numéraire métallique, ce qui facilitera l'arrangement proposé pour venir au secours des employés et artistes (1). » Ce n'étaient que des promesses officielles.

(1) Lettre du chef de la 4^e division du ministère de l'Intérieur au

Las d'être dupés, les ouvriers de Beauvais délaissèrent les métiers ou à peu près. Ceux de Paris continuèrent à travailler, mais ils souhaitèrent vendre eux-mêmes le produit de leur travail. C'était une idée qui revenait volontiers aux jours de crise.

En ventôse, les Gobelins et la Savonnerie demandèrent à organiser des ventes aux enchères. La chose ne s'étant point faite, Guillaumot, le directeur, posa la question : « Le gouvernement veut-il ou ne veut-il pas soutenir les manufactures (1) ? » C'était du mauvais vouloir de ne pas recourir à ces ventes aux enchères. Les marchandises ne manquaient pas. La réserve des Gobelins pouvait s'estimer 1.591.000 livres environ. On en vendrait pour 200.000 livres. Et les clients déjà se présentaient nombreux (2). Enfin, le moyen avait l'avantage de soulager tout à la fois la détresse des ouvriers et les finances du gouvernement. Le ministre Benezech approuva ce projet raisonnable. Mais, par insouciance du ministre, incurie ou opposition des bureaux, aucune vente ne se fit.

En revanche, le gouvernement se montra client plus assidu et moins solvable que jamais. Évoquant ces seigneurs magnifiques, endettés et besogneux, il trouva commode de payer ses propres créanciers avec des four-

Directeur de Sèvres, 9 messidor an IV. *Arch. de la manufacture nationale de Sèvres*, H⁷.

(1) Observations sur les manufactures (au ministre de l'Intérieur, 18 fructidor an IV. *Arch. nat.*, O^s 873).

(2) Observations sur les manufactures (au ministre de l'Intérieur, 18 fructidor an IV. *Arch. nat.*, O^s 873).

nitures des manufactures. Le citoyen Chapeaurouge, fournisseur des armées de la République, reçut plusieurs tapisseries des Gobelins en paiement de ses créances sur la nation. Et le citoyen Grandcourt, autre créancier, emporta de la Savonnerie et des Gobelins pour 117.050 et 574.000 livres de marchandises en numéraire.

Cette façon de payer était si commode, le Directoire l'employa avec tant de goût et de désinvolture que les magasins se dégarnirent, conséquence d'autant plus sensible que faute de fonds, la fabrication partout se ralentissait. Sèvres prévint l'heure où elle ne pourrait « plus suffire aux demandes du gouvernement » (1).

En face de ces maîtres qui en prennent ainsi à leur aise, les travailleurs autrefois remuants, turbulents même, n'élèvent que de timides protestations ou d'humbles prières. De loin en loin seulement réapparaissent leur volonté de réformes, leurs ententes, leur tactique et aussi leurs divisions, dernières étincelles d'un feu qui s'éteint.

En l'an IV, les ouvriers de Sèvres, trouvant la décade trop longue, voulurent se reposer le dimanche, sans attendre le décadi. Ils mirent la question aux voix dans chaque atelier et, le vote en faveur du dimanche ayant été unanime, ils choisirent des commissaires qui exprimèrent au gouvernement la volonté commune. Le ministre de l'Intérieur répondit que le repos du dimanche ferait perdre à la manufacture le bénéfice d'une journée

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Relations extérieures, 18 brumaire an V. *Arch. nat.*, F¹² 1495.

de travail. Les ouvriers firent valoir que les priver du dimanche, c'était leur rogner le droit qu'ils avaient à la liberté du culte « garantie à tous les citoyens indistinctement » (1) par la Constitution. C'était un prétexte de couleur pieuse (2). En réalité, ils avaient d'autres motifs de demander le repos dominical. Ils trouvaient fatigant de travailler neuf jours de suite pendant dix heures, le corps courbé, les yeux fixés sur un blanc cru, les poumons en proie à la poussière des pâtes.

Autrefois, à l'établissement du calendrier républicain, ils avaient les gardes à monter, les fêtes civiques à célébrer, les provisions à aller quérir. La décade paraissait moins longue.

Prétexte religieux ni raisons d'hygiène ne furent écoutés. Alors les ouvriers firent grève le dimanche. Quand sonna la cloche de la manufacture, vingt sur deux cent vingt se présentèrent. On ferma les yeux devant le fait accompli sans consentir à reconnaître le droit usurpé. Gardien des formes républicaines, attaché à la lettre plus qu'à l'esprit — plus on s'écarte de l'esprit, plus on s'attache à la lettre — le Directoire trouvait de mauvais présage cette atteinte au calendrier révolutionnaire. Telle était la raison secrète de ses refus.

(1) Rapport au ministre de l'Intérieur, pluviôse an IV. *Arch. nat.*, F¹⁰ 1495.

(2) Les ouvriers ne demandent pas à chômer toutes les fêtes religieuses, mais uniquement à prendre leur repos le 7^e jour. *Ibid.*, F¹² 1495.

Deux ans plus tard, les ouvriers, ayant repris la question, eurent soin de déclarer « qu'à l'époque de la fondation de la République, ils avaient de leur propre mouvement et par inclination, fêté le décadi » (1).

Ceci dit, ils choisirent et demandèrent le quintidi de chaque semaine pour « vaquer à leurs affaires particulières ».

Le ministre Letourneur leur donna satisfaction, à condition expresse que le décadi serait strictement observé — comme un dimanche laïque.

A Beauvais, il arriva que les ouvriers réclamèrent des logements au directeur Camousse. Comme les pouvoirs locaux n'étaient pas encore pliés à la centralisation politique et administrative, l'administration municipale prit parti contre Camousse qui fut bien mécontent de n'être pas maître chez lui, après le ministre.

Dans une autre occasion, les tapissiers de Beauvais portèrent plainte contre leur directeur et contremaître. Le Directoire du département fit une enquête. Il estima que les plaintes n'étaient pas très justifiées, mais — s'il ne fallait pas nommer Duchemin, le candidat des ouvriers, homme « dont l'inquiétude égalait les talents » — il était politique, pour ramener le calme, de sacrifier le contremaître impopulaire.

Ces précautions, ces concessions font conclure que les

(1) Pétition aux citoyens directeurs, brumaire an IV. Arch. nat., O² 2914.

ouvriers n'avaient pas perdu toute force et tout moyen d'action.

Malheureusement pour eux, ils étaient plus divisés que jamais. En cette affaire, quinze ouvriers refusèrent de suivre leurs camarades et ils écrivirent au ministre pour attester que les accusations portées contre leurs chefs étaient « l'œuvre ténébreuse de cinq à six têtes exaltées » (1).

A Sèvres, le fossé fut plus profond, la rivalité plus agressive entre les deux camps. Quand les ouvriers, à la fin de prairial an V, présentèrent une pétition pour solliciter un soulagement à leur misère, les peintres non seulement se refusèrent à l'appuyer de leurs signatures, mais ils rédigèrent une lettre de protestation où ils dénonçaient cette pétition comme illégale, car la loi ne permettait que les pétitions individuelles ; comme mensongère, parce que les ouvriers qui prétendaient ne toucher qu'une partie de leurs salaires bénéficiaient de prestations en nature « qui complètent à près la totalité ».

Dans cette lettre, où il y a si peu de camaraderie, il n'y avait pas non plus vérité entière et absolue franchise. Les travailleurs, à coup sûr, exagéraient parfois et ils avaient beau jeu, pour marquer la cherté des vivres, d'en comparer le prix avec celui d'autrefois. En somme, ils recevaient des vivres, beaucoup étaient logés à la manufacture. Si les vivres avaient atteint des prix exorbitants,

(1) Lettre des ouvriers de Beauvais, 12 prairial an IV. *Arch. nat.*, O^s 858.

leurs salaires s'étaient haussés à un chiffre inouï. Il n'est pas moins vrai que leurs plaintes étaient fondées, leur misère trop réelle. Les prestations en nature étaient insuffisantes. Les salaires, le prix du travail étaient loin d'avoir suivi la progression du coût des denrées, du prix de la vie. Le fait n'est pas niable. Il est confirmé par tous les chefs des manufactures. Il se retrouve, avec une répétition impressionnante, dans de nombreuses lettres et rapports adressés aux ministres et aux divers comités. Un mois avant que les artistes de Sèvres déclarent fausses les plaintes de leurs camarades et feinte leur misère, les directeurs Salmon et Hettlinger, qui étaient du parti des peintres bien plus que du côté des artisans, écrivaient au ministère que « les termes manqueraient pour peindre l'état vraiment malheureux et affligeant de toutes les classes des ouvriers et artistes de ces établissements, des discours ne vous le rendraient pas, tous les ouvriers sont si malheureux et si fatigués de besoins et par leurs créanciers que vingt-quatre heures d'attente augmentent beaucoup leurs souffrances (1) ».

Au fond, les peintres que leurs adversaires, peu d'années avant, avaient réduits au silence par des moyens révolutionnaires, ayant repris voix après thermidor, poursuivaient leur revanche, écoutaient leurs rancunes professionnelles et politiques. Eux-mêmes le laissent percer dans leurs lettres lorsqu'ils protestent contre les

(1) Lettre de Salmon et Hettlinger à Dubois, 25 ventôse an V.
Arch. nat., O^s 913.

expressions employées par les ouvriers dans leur pétition : « nation grande... libre... vrais républicains » « qui sentent l'adulation des jours les plus dangereux de la République » (1).

Avec plus d'ardeur militante et de cohésion, les travailleurs auraient pu contraindre le Directoire à compter avec eux, car, timorés, désunis, ils parvinrent à l'inquiéter.

Ce gouvernement, qui a porté tant de mesures contre-révolutionnaires, ensanglanté les mouvements populaires et condamné Babeuf, ce régime de fêtes et d'abondance pour les uns, de misère et de famine pour les autres, se sent impopulaire. Il est inquiet, soupçonneux. Il entend dire que l'on recommence à s'appeler « Monsieur » dans les manufactures. Il voit là « une indifférence coupable dans les usages qui peuvent rappeler l'existence de la République ». Point d'autre titre que celui de « citoyen ». Ce détail est mince. Mais il montre combien était vive et en alerte l'inquiétude du gouvernement qui, par ailleurs, impose régulièrement aux ouvriers la prestation du serment thermidorien : haine à la royauté et à l'anarchie, fidélité à la constitution de l'an III (2).

Connaissant le prix de la forme et la force des apparences, sachant le parti qu'il en pourrait tirer pour calmer les inquiétudes du peuple, faire durer l'équivoque pro-

(1) Lettre des artistes peintres de Sèvres. *Arch. nat.*, O^s 913.

(2) Lettre du chef de la 4^e division à Salmon (5^e jour complémentaire an V). *Arch. de la manif. nat. de Sèvres*. H^s.

fitable, il ordonna de célébrer avec soin et selon les rites toutes les fêtes républicaines : anniversaires de la mort de Capet, de la prise de la Bastille, de l'insurrection du 10 août sans oublier, pêle-mêle, le 9 thermidor ou le 18 fructidor. On retrouvait dans ces occasions l'autel de la Patrie avec le buste de Brutus, le canon tonnait, on chantait des hymnes au triomphe de la République ou des « airs affectueux » : « Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille. » Discours des autorités, défilé des troupes et des fonctionnaires, « chant du départ », remerciements et dislocation. Les ouvriers des manufactures nationales assistaient par ordre à tous les détails de ce programme traditionnel (1).

Les hommes du Directoire désiraient d'autant plus ranimer chez le peuple la flamme révolutionnaire, garder les ouvriers de leur côté de la barricade, qu'ils avaient à craindre les attaques des royalistes et voyaient partout traces de leurs menées.

Ils les soupçonnaient de porter leur propagande dans les milieux populaires, de fermer usines et manufactures pour susciter contre le gouvernement une armée de sans-travail et de mécontents (2). On juge cette propagande

(1) Cf. sur ces fêtes, *La Théophilanthropie et le culte décadaire*, par A. Mathiez. Paris, 1904.

(2) Le ministre suppose dans sa lettre que l'incivisme des chefs d'atelier est la première cause de la cessation des travaux, du renvoi d'une foule d'ouvriers qui y étaient occupés dans l'intention perfide de faire des ennemis au gouvernement républicain. Rapport de l'administration municipale du 11^e arrondissement sur la lettre du ministre de la police générale, 18 fructidor an VII. *Arch. nat.*, O^e 915.

royaliste bien dangereuse et la fidélité républicaine des ouvriers bien fragile (1) car, dès qu'une quinzaine de tapissiers de la Savonnerie font mine de se réunir dans une salle pour danser, le ministre s'agite et le commissaire vigilant vient faire sa ronde.

Si donc, de temps à autre, le gouvernement se montre soucieux de trouver du travail et du pain aux ouvriers, ce sont là de sa part des préoccupations égoïstes, que n'anime plus cet esprit de justice et d'humanité qui s'affirma dans la politique ouvrière montagnarde à travers les déclarations nettes de Garat.

Pourquoi les ouvriers ne défendent-ils pas mieux leurs intérêts devant ces maîtres égoïstes mais faibles et inquiets ? — Plus que leur inertie et leurs dissensions, la misère sera pour eux une cause de faiblesse, de timidité, un dissolvant de leur énergie. Manquant de pain, ils ne veulent s'exposer à méconter chefs et gouvernement, ils ne pensent qu'à demander la charité, à apitoyer directeurs, députés et ministres. — Plus on va, plus leur pauvreté est pressante, tenace, incurable.

A partir de l'an V, leurs salaires sont dérisoires. De loin en loin, une augmentation est votée. Sur le papier, elle fait impression. Les salaires montent à 780 et 1.248 livres par mois, en mandats seulement. Le mandat de 100 francs vaut 6 francs en l'an V. Les agioteurs seuls en profitent (2).

(1) L'ouvrier Savouret fut arrêté pour « avoir trempé dans les événements de vendémiaire ».

(2) « La dépréciation du papier-monnaie qui n'a été favorable que

A toute occasion, on leur rogne la somme due. Une loi du 2 nivôse an V ordonne que les fonctionnaires et employés de la République seront payés de la totalité de leur traitement. Sous prétexte de faire bénéficier les ouvriers de cette loi, le Directoire décide de leur supprimer les prestations en nature et de leur payer les trois quarts de leur salaire, sauf pour le directeur qui gardera solde entière. Trop heureux s'ils touchent un seul quart de leur argent. Très souvent, ils ne voient pas un sol à la fin du mois. Il leur est dû deux mois de salaires en floréal an V, puis 4 mois en thermidor, où ils engagent jusqu'aux draps de leur lit, 5 mois en brumaire an V, 9 mois en thermidor an VIII.

Comme leur salaire — lorsqu'il est payé — est reconnu insuffisant, ils reçoivent d'abord du pain et de la viande. Mais il arrive qu'après avoir attendu en longue file la distribution, ils ne reçoivent que de la farine avariée (1). Surtout aucune sécurité pour le lendemain. Un jour, ils entendent dire que les secours en vivres sont supprimés : solde entière est accordée. Puis les salaires restant impayés, voilà le régime des prestations rétabli pour être

pour une classe d'hommes exempts du titre d'honnêtes et vertueux républicains. » Lettre des ouvriers des Gobelins au Directoire, 27 fructidor an V. *Arch. nat.*, O^s 873.

(1) Il y avait 5 sacs d'une farine infecte et si mauvaise qu'il sera difficile de la donner aux animaux. — Lettre du directeur de la manufacture de Sèvres, 23 vendémiaire an V, — citée par E. Garnier, *La manufacture de Sèvres pendant la Révolution. Nouvelle Revue*, t. LXXII.

supprimé à nouveau. Il semble qu'on s'ingénie par politique à tenir ces malheureux en suspens.

Cette longue misère de tous les jours finit par blaser. Les lamentations des ouvriers deviennent indifférentes ou importunes. A partir de l'an VI surtout, on trouve des pétitions de travailleurs « sans pain, sans crédit » — c'est le refrain lamentable — demandant l'argent qu'on leur doit, au bas desquelles un chef de bureau, Costaz ou Dubois, a écrit deux mots : « au carton ».

Les plaintes continuelles des travailleurs, leurs lettres geïgnardes agacent parfois, leurs phrases gémissantes qui s'enveloppent dans l'éloquence sensible de l'époque font esquisser un sourire, mais cette lamentation continue, émouvante dans sa monotonie, ce cri de la faim qui perce dans chaque phrase prennent une éloquence cruelle.

Quand même, que l'on ne s'étonne et ne s'indigne point à l'excès de l'attitude insensible et égoïste du Directoire. La misère collective émeut et frappe moins que les misères privées. Nous secourons spontanément la pauvreté d'un seul, mais nous n'améliorons la condition d'une classe d'hommes que si nous sommes intimidés et contraints.

Or les ouvriers, peu à peu, en sont venus à perdre tout à fait leur autorité et leur force. Certaines de leurs plaintes ne sont pas transmises au ministre. S'ils insistent, haussent le ton comme font les tourneurs en pâte tendre, au mois de vendémiaire an VII, le ministre François de

Neufchâteau — le même qui apostille une pétition du 18 ventôse an VII de ce simple mot : « écrire une lettre consolante » — manifeste sa surprise devant « ce ton d'aigreur », et au nom de l'ordre public, menace des sévérités de la loi « quiconque chercherait, par quelque moyen que ce fût, à faire partager ses mécontentements et sa désertion aux autres artistes » (1). S'ils vont jusqu'au bout, demandent-ils paye ou congé, le faible Salmon d'abord pleure (2) devant « leurs reproches et leurs injures », puis la direction se ressaisit et ne s'émeut plus. Elle laisse partir les mécontents et le lendemain, goguenarde, les regarde revenir au travail. Bonne leçon, espère-t-elle, qui fera « cesser ces pétitions, ces descentes répétées de commissaires, ces plaintes mal fondées de la part de quelques individus » (3). Ce souhait de la direction sera exaucé par le ministre Quinette qui interdira aux ouvriers tous ces comités et ces délégations nés de la Révolution.

A partir de ce moment, les travailleurs vont subir sans protestation, accepter sans sursaut le sort qui leur sera imposé. Ils ne savent que flatter le pouvoir. En l'an VI, ceux de Sèvres, les plus révolutionnaires d'entre eux,

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur, 17 vendémiaire an VII. *Arch. de la manufacture nationale de Sèvres*, H¹.

(2) « Les ouvriers se sont présentés tumultueusement au citoyen Salmon, pour exiger le paiement... Salmon a eu la faiblesse de pleurer devant les ouvriers soulevés contre son autorité. » Rapport de Richaud, commissaire du Directoire exécutif auprès de l'administration de Sèvres, au ministre. Cité par E. Garnier, *La manufacture de Sèvres pendant la Révolution. Nouvelle Revue*, t. LXXII.

(3) Lettre d'Hettlinger et Salmon à Dubois, 22 vendémiaire an VII. *Arch. nat.*, O³ 859.

qui mettaient naguère les ministres en accusation, reniant leur passé, félicitent le gouvernement « qui fait les plus grands efforts pour rétablir l'ordre si longtemps troublé » (1). Quand paraît Bonaparte, premier consul, ils l'acclament comme un sauveur (2). Le consul les ayant adressés au ministre des Finances et celui-ci au ministre de l'Intérieur Lucien Bonaparte, ils affectent une entière confiance, sachant que « c'est surtout pour le cœur des Bonaparte que le malheur est chose sacrée » (3).

La lettre est mise au carton. Le sort des ouvriers sera réglé quelques mois après, par quelques hauts fonctionnaires, en particulier Costaz, chef du bureau des arts et manufactures au ministère de l'Intérieur, dont l'idée chère est de sauver la manufacture de Sèvres en danger.

Les fonctionnaires — les hauts fonctionnaires surtout — ont pris une importance, acquis un pouvoir de fait extraordinaire. Dans les premières années de la Révolution, la moindre lettre d'un employé de la manufacture, peintre, tapissier, garde-magasin, adressée au ministre, arrivait au ministre. Presque toujours il était fait promptement réponse. Que cette pratique, tout à l'honneur d'un gouvernement qui se disait républicain et démocratique, ait été par la suite négligée pour éviter de retenir plus

(1) Lettre des ouvriers de Sèvres, 4 brumaire an VI. *Arch. nat.*, F¹² 1496.

(2) « Il est réservé au consolateur de toutes les afflictions d'en tarir la source. » Lettre au citoyen Bonaparte, premier consul de la République, 2 nivôse an VIII. *Arch. nat.*, O² 915.

(3) Lettre du ministre de l'Intérieur, 9 pluviôse an VIII. *Arch. nat.*, O² 915.

que de raison l'attention et l'activité d'un ministre, rien de plus excusable. Ce qui se comprend moins, c'est de voir les bureaux s'interposer complètement entre le ministre et les administrés à la faveur d'une paperasserie toujours plus nombreuse et qui semble se compliquer à souhait.

Déjà nous sommes choqués de voir à quelles besognes inférieures la centralisation jacobine condamne dès le début les différents comités et commissions. Cette centralisation excessive, mais qui ne devait être que temporaire, ira toujours s'exagérant. Il faut la signature ministérielle de François de Neufchâteau pour que, dans une manufacture, l'horloge puisse être nettoyée, celle de Benezech pour que le portier fournisse de paille le corps de garde. Toute une correspondance s'échange entre le directeur et les bureaux du ministère afin d'avoir l'autorisation de faire encadrer un tableau dans un cadre de 30 à 36 livres, d'acheter 15 kilogs de ficelle et 50 livres de chandelle à 15 sols la livre. C'est le règne de la paperasserie, et son triomphe.

Dubois, chef de la 4^e division au ministère de l'Intérieur, signale à Camousse une erreur de 0 fr. 60 commise « au préjudice de la République (1) », Camousse s'empresse de restituer cette somme. — Cela procède apparemment d'un goût d'ordre, de probité administrative, louable en soi, mais il arrive que les fonctionnaires — les hauts

(1) Lettre de Dubois à Camousse, directeur de la manufacture de Beauvais, 24 nivôse an V. *Arch. nat.*, O^e 858.

fonctionnaires — retranchés derrière leur paperasse, rendent lettre morte la volonté du ministre ou empiètent sur son autorité. Quand les ouvriers de Sèvres demandent à rentrer, une demi-heure plus tard le matin, c'est le chef de bureau Dubois qui refuse, sans mettre la pétition sous les yeux du ministre « par crainte, assure-t-il dans sa bienveillance, d'affaiblir la bonne opinion qu'il doit avoir du zèle et de l'activité des artistes (1) ». Sans oublier nombre de lettres et pétitions où J.-B. Dubois a écrit d'une écriture paisible et bien tournée : « au carton ».

D'autres fois, c'est une mesure voulue et ordonnée par l'autorité supérieure qui ne peut avoir son effet par suite de la négligence ou du mauvais vouloir des bureaux. Qui empêcha les ventes publiques demandées par les ouvriers, autorisées par le ministre ? Un secours, accordé le 3 thermidor an IV, par arrêté du Directoire exécutif — quand le mandat de 100 francs en vaut 5 —, annoncé dans les ateliers le 8, ne peut être touché que le 24, alors que le mandat est tombé à 30 sols. Ceci à une époque où les ouvriers, obligés de négocier leur papier-monnaie, restent jusqu'à dix heures du soir au milieu des agioteurs, dans l'espoir de tirer un sol de plus de leurs mandats.

Il semble que la centralisation administrative, voulue et préparée par les Jacobins, ait mal tourné, ait tourné déjà au seul profit des fonctionnaires. Ce résultat que

(1) Lettre de Dubois aux ouvriers de Sèvres, 17 pluviôse an VI. *Arch. de la manufacture nat. de Sèvres, H¹.*

On constate mi-chagrin mi-ironique, qui sait s'il n'aide pas à rendre la République formaliste et routinière ?

Le chef de bureau Costaz, ayant donc entrepris de tirer la manufacture de Sèvres de ses difficultés financières, proposa le 9 floréal an VIII de licencier 159 ouvriers sur 216 (1). Il y avait avantage, disait-il, à rajeunir les ateliers. A mesure qu'un artiste vieillit, il produit moins et reçoit plus. Ce fonctionnaire s'en étonnait. Dix-neuf ouvriers et artistes furent mis à la retraite (200 à 500 francs de pension, plus logement et jardin). Le directeur Hettlinger, plus que septuagénaire et infirme, fut nommé administrateur adjoint. « Sa suppression eût hâté la fin de ses jours ». — Salmon, son collègue, devint comptable. Tous deux gardaient 6.000 francs d'appointements, autant que Brongniard, un jeune ingénieur des mines, choisi comme administrateur de la manufacture sur la recommandation de Berthollet.

Cent trente ouvriers, dont beaucoup avaient trente ans de présence à la manufacture mais moins de soixante d'âge, furent renvoyés sans retraite ni indemnité. Pour sauver le navire, on jetait l'équipage à la mer. Ils partirent résignés. Il leur était dû pourtant quatorze mois de salaires. Quelques-uns implorèrent la charité officielle. On leur fit un peu l'aumône. Tandis que la bourgeoisie

(1) Rapport de Costaz au ministre de l'Intérieur, 9 floréal an VIII. *Arch. nat.*, O^s 915. — Les ouvriers restant purent être renvoyés et payés au gré de l'administrateur, « cette facilité entretenant l'émulation et la subordination ». Rapport de Costaz, an IX. *Arch. nat.*, O^s 914.

consitaire de la Constitution de l'an III se taillait sa part, les prolétaires, surtout ceux des villes, n'avaient pas même la portion congrue.

Sans conteste, le Directoire, avec ses finances en désarroi, n'avait pas la tâche facile pour ramener l'aisance chez les ouvriers. Mais il était responsable de la baisse des assignats, des manœuvres des hommes de proie, agio-teurs et accapareurs, et il fut loin de faire ce qu'il pouvait. A l'égard des manufactures nationales se retrouvent l'indifférence et le cynisme avec lesquels ce gouvernement de « Nantis » laissa l'État dans l'abandon et le gâchis.

Les ouvriers, naguère enhardis, soutenus, favorisés par les organisations jacobines et le gouvernement montagnard, ne surent pas prévoir que les événements et les hommes pourraient changer. Ils ne furent pas assez attentifs à défendre leurs positions, la place qu'on leur avait donnée. Par duperie ou inertie, ils se laissèrent ramener à la situation passive et dans les étroites lisières d'autrefois. S'il resta toujours dans les manufactures des éléments de lutte, des audacieux, des meneurs — d'où venait tout le mal, répétaient les chefs — l'armée de ceux qui suivent, de ceux qui n'ont que l'audace de suivre a fondu et déserté.

Leur excuse est qu'ils eurent contre eux un rude adversaire : la faim.

CONCLUSION

Ainsi, la Révolution, qui semble à beaucoup avoir été un bouleversement complet de toutes choses, n'avait point, apparaît-il à la fin de 1799, modifié sensiblement la situation économique et sociale des ouvriers des manufactures nationales.

Ceux-ci, à la fin de la crise, se retrouvaient au même point qu'au printemps de 1789, assujettis aux mêmes règles et conditions de travail, ayant perdu tous les avantages professionnels, tous les moyens de garantie et de contrôle qu'ils avaient pu acquérir ou imposer un moment. Après dix ans de révolution, le régime d'autorité pure et simple leur était derechef imposé comme devant. Il n'y avait rien de changé pour eux, qu'un peu plus de misère et de lassitude.

Et cependant, à regarder plus attentivement et plus loin, on peut s'apercevoir qu'une transformation profonde a été amorcée, déclenchée même, qui va se poursuivre silencieusement, obscurément, masquée et éteinte par l'immense transformation politique, pour commencer à se développer et s'épanouir un demi-siècle plus tard.

Au champ social, ce sont les pères qui, péniblement, labourent et sèment : les fils voient lever le grain et récoltent la belle moisson.

Pendant dix ans, les questions de travail, de salaire, de droit au travail, de coalition ou grève ont été posées, agitées, parfois résolues en partie et pour un temps.

Bien entendu, encore que les pétitions des ouvriers, leurs revendications soient traversées ici et là d'un cri égalitariste, voire d'une formule socialiste, il serait imprudent et téméraire de ne pas voir ce que ce cri a de superficiel, de ne pas se souvenir que les ouvriers de la Révolution — ni les bourgeois davantage — n'avaient encore aucune doctrine sociale ou plus précisément socialiste, au sens large, et de leur prêter des idées trop modernes sinon contemporaines, d'interpréter et d'enrichir exagérément le sens et la portée de quelques-unes de leurs phrases audacieuses.

Il est non moins certain que de toute cette histoire et cette agitation décousue, inorganisée, incohérente parfois, il est demeuré dans le monde ouvrier des souvenirs, des espérances et tout un levain de réflexions et d'idées.

Déjà Gracchus Babeuf, évoquant, continuant, rajeunissant le communisme antique et moyennâgeux, avait vu ce que ne virent point les hardis révolutionnaires qui donnèrent au peuple la souveraineté politique, mais refusèrent aux travailleurs le droit de grève : qu'après la réforme politique il restait la réforme sociale. La condamnation qui abattit Babeuf ne faucha point le babouvisme. Cette doctrine reprendra de sa sève quand les questions sociales et ouvrières reprendront leur importance et leur acuité.

Encore une fois, il est malaisé d'affirmer que c'est dans cette agitation ouvrière et dans ces souvenirs que les économistes du xix^e siècle, communistes, égalitaristes, socialistes de tous systèmes ont puisé les principes de leurs théories ou de leurs rêves. Pourtant il faut prendre garde que l'agitation ouvrière dont l'histoire des ouvriers des manufactures nationales n'est qu'un mince épisode fut plus intense et importante qu'elle ne nous apparaît, masquée qu'elle demeure encore, écrasée par la prodigieuse et rouge mêlée des partis politiques.

Mais qui pourrait dire comment s'enfantent et naissent les idées. Comment démêler la part de chaque événement, de chaque époque dans cette œuvre de génération obscure et subtile comme toute génération.

Il importe, en tout cas, quand on envisage la part et l'influence des hommes ou des partis dans la Révolution, de ne point oublier qu'il y eut un parti immense mal connu, anonyme : le peuple et ses « sections », qui donna et maintint son branle à la Révolution, inspira et excita les meneurs révolutionnaires, hommes ou assemblées et parfois effraya la Commune et fit trembler la Convention. Que les cris de ce peuple, tout baillonné qu'il se soit vite trouvé, aient eu leur écho dans les émeutes ouvrières ou dans les théories pacifiques des économistes du siècle, cela suffit pour permettre d'estimer que si dix ans de révolution n'avaient pas sensiblement modifié la condition des ouvriers des manufactures nationales par exemple, ces dix ans n'ont pas été pour les ouvriers stériles et

sans lendemain — stériles ni pour le développement de doctrines et théories économiques ou sociales, ni pour des enseignements de pratique et même de tactique.

*
* *

Il ressort, en effet, de l'histoire des ouvriers des manufactures nationales dans leurs rapports, démêlés et luttes avec l'autorité, directeurs ou entrepreneurs, que les réformes politiques et les réformes sociales vont de pair, ou plus précisément que les salariés ont plus de chances d'obtenir gain de cause dans leurs revendications professionnelles s'ils s'appuient sur les partis et groupements politiques, pour résumer d'un mot familier, s'il font de la politique.

Quand d'Angiviller, puis Roland, cédèrent aux demandes ou exigences des ouvriers, c'était le temps des grands mouvements populaires, la période d'intense fièvre politique où le vieil organisme politique semblait tout ébranlé et chancelant, les jours d'orage où la houle et la vague roulant des faubourgs paraissaient devoir tout emporter, où le peuple qui s'était organisé politiquement et presque militairement en ses sections était souverain par ses votes comme par ses piques.

Si les ouvriers de Sèvres obtinrent des réformes tant profondes et nouvelles, c'est parce qu'ils se mêlèrent activement au mouvement politique, qu'ils prirent pied par quelques-uns d'entre eux, dans la municipalité et les

assemblées locales, qu'ils s'appuyèrent vigoureusement sur elles. Et de même les ouvriers de Beauvais ne parvinrent à faire entendre leurs demandes répétées et leurs cris de détresse que par l'aide et l'appui de leurs élus.

C'est donc non pas en se désintéressant du mouvement et des réformes politiques — et les blouses blanches de 1830 et de 1848 durent confusément s'en souvenir ou le sentir — mais en s'y mêlant, en y prenant leur part que les ouvriers obtinrent des réformes et avantages économiques.

Ils ne distinguèrent point d'ailleurs à ce moment que c'étaient là les raisons de leurs succès. Ils ne s'aperçurent pas, ils ne prévirent pas davantage que pour engager les luttes nécessaires, il ne faut pas attendre les temps de crise et de misère. C'est aux jours d'abondance et de prospérité qu'il faut songer aux lendemains et les préparer.

La faim, si elle fait sortir le loup du bois et le peuple de la loi, si elle suscite les violences, brise plus souvent encore et plus sûrement les énergies. Aux mois de misère profonde et de longue faim, les ouvriers des manufactures nationales ne surent qu'humblement tendre la main. La faim les dompta. C'est la leçon répétée de l'histoire. Le peuple des miséreux et des affamés peut bien faire la jacquerie et l'émeute tôt réprimées, il ne peut accomplir l'action large et utile qui donne les réformes sûres.

Telles sont les idées, les enseignements, les consé-

quences plus ou moins nettes, directes ou lointaines qui sortirent de ces dix années de tourmente révolutionnaire durant lesquelles les ouvriers des manufactures nationales apparaissent courbés et presque brisés par l'immense rafale, dix années de détresse et de misères qui socialement ne furent pas stériles : les idées et les réformes — qui valent ce nom — s'enfantent comme les hommes dans les convulsions et la douleur.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. DESCHAMPS.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Documents.

Archives nationales, séries O¹, O², F¹².

Archives de la manufacture nationale de Sèvres, séries H⁴, H⁵, H⁷, H⁸.

Archives parlementaires (Recueil Madaival et Laurent), *passim*.

Procès-verbaux des Comités d'agriculture et du commerce (F. Gerbaud, Ch. Schmidt).

Ouvrages.

Engen Tarle. — Studien zur geschichte der arbeiterklasse in Frankreich während der Revolution. Die arbeiter der Nationalen manufakturen. Leipzig, Duncker et Humbold, 1908 (fascicule de la collection Gustav Schmoller et Mag Sering).

Lechevallier-Chevignard. — La manufacture de porcelaine de Sèvres, 2 vol. in-8°. H. Laurens, Paris.

H. Havard et Marius Vachon. — Les manufactures nationales, les Gobelins, la Savonnerie. Sèvres, Beauvais, in-4, Decaux, 1888.

Jules Guiffrey. — Les manufactures nationales de tapisseries : Les Gobelins et Beauvais, in-8°. H. Laurens, 1908.

E. Garnier. — Une page d'histoire. Sèvres en l'an VIII, in-8°. Champion, 1888. — La manufacture de Sèvres pendant la Révolution. *Nouvelle Revue*, t. LXXII.

Bousson. — La manufacture nationale de tapisserie de Beauvais, in-8°, 22 p. Beauvais, 1905, 2° éd.

Thiot. — Les sociétés populaires de Beauvais. Imprimerie de l'Oise, 1911.

A. Mathiez. — La Théophilantropie et le culte décadaire. Paris, 1904.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

1789-1792.

	Pages
Situation des ouvriers des manufactures royales à la veille de la Révolution. — Leurs désirs de réformes. — Premières réclamations en mai 1789. — La question du salaire à la tâche. — Projet de règlement de travail présenté par les ouvriers des Gobelins. — Sa hardiesse. — Angiviller, directeur général des manufactures, résiste, puis cède. — A Beauvais. — Réclamations des ouvriers. — La question des ouvriers étrangers. — Conflit avec l'entrepreneur Menou. — Intervention de la municipalité. — Arrangement	1

CHAPITRE II

1792-1793.

Les ouvriers des manufactures nationales sous le ministère Roland. — Projets d'économie du ministre. — Inquiétudes des ouvriers. — Essai de rétablissement du salaire à la tâche. — Manque de solidarité entre artistes et ouvriers. — Arguments et demandes des ouvriers. — Mesures prises par Roland. — Affaire Décurel. — Le ministre mis en échec. A Sèvres. — Même projet de réformes. — Résistance des ouvriers. — Affaire Caron. — Nouvel échec du ministre. — Raisons du succès des ouvriers de Sèvres	19
--	----

CHAPITRE III

1793-1794.

Les ouvriers des manufactures nationales et la Montagne. — Cherté des vivres et misère des ouvriers. — Mesures prises	
---	--

par Clavière et Garat. — Essai de réformes à Sèvres. — Scission entre les ouvriers et les artistes. — Œuvre du conventionnel en mission Battelier. — Large place accordée aux ouvriers.	
Aux Gobelins. — Réclamation des ouvriers. — Intervention de la Commune de Paris. — Une page de « vandalisme révolutionnaire ». — Nouveau règlement de travail. — Place donnée aux ouvriers. — Sollicitude de la Montagne à l'égard des ouvriers. — Ses motifs.	40

CHAPITRE IV

**Les ouvriers des manufactures nationales
et les thermidoriens.**

Situation précaire des ouvriers de Beauvais. — Bonnes intentions du Comité de l'agriculture et des arts. — Mesures contradictoires. — Misère des ouvriers. — Il leur est consenti quelques secours et avances. — Caractère équivoque de la politique thermidorienne à l'égard des ouvriers . . .	67
--	----

CHAPITRE V

1794-1799.

Les ouvriers des manufactures nationales et le Directoire. — Pillage des manufactures par les « directeurs ». — Misère des ouvriers. — La question du repos du dimanche. — Inquiétudes du Directoire. — Ses ménagements vis-à-vis des ouvriers. — Détresse profonde et générale. — Résignation et docilité des ouvriers. — Leur soumission sans condition. — Leur situation à la fin de la Révolution.	80
CONCLUSION.	101
BIBLIOGRAPHIE.	107

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
